



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2018-12-1 / 2018-12-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} décembre.

António Guterres appelle à plus d'effort pour endiguer le Sidaer. L'humanité célèbre samedi 1er décembre la journée mondiale de lutte contre le Sida. Une date consacrée il y a 30 ans. « Le chemin que nous choisissons d'emprunter décidera de l'évolution de l'épidémie-soit nous éradiquons le Sida d'ici 2030, soit nous laissons les générations futures continuer le fardeau de cette terrible maladie », prévient le Secrétaire général de l'ONU. Au total, 77 millions de contaminations et plus de 35 millions de décès liés au Sida ont été enregistrés, rappelle-t-il. Certes, d'énormes progrès ont été réalisés dans le diagnostic et le traitement ainsi que dans les efforts de prévention. Cependant, insiste António Guterres, ces progrès ne sont pas à la dimension des ambitions internationales. La pauvreté, la stigmatisation et la discrimination continuent d'entraver l'accès, signale le patron de l'ONU, l'accès à la prévention et au traitement.

Présidentielle 2018 : Martin Fayulu se veut « le président qui protège les Congolais ». Lors de la présentation de son programme axé sur dix mesures, il a aussi promis de « faire régner la paix et la sécurité au Congo. » Martin Fayulu promet également de s'investir pour la prospérité des Congolais, pour égayer ses 10 mesures « décisives qui vont radicalement changer la RDC », pendant ses 100 premiers jours comme Président de la République. Une fois élu, l'aspirant Fayulu compte décréter « L'Etat d'Urgence Agricole » pour que plus aucun congolais ne meurt de faim endéans un an. « Le camp Kokolo va déménager de Kinshasa vers Beni. Nous allons avoir un camp militaire digne de ce nom, équipé, avec des militaires formés, avec des instructeurs compétents. Je vais créer au sein des FARDC une force spéciale d'intervention militaire de lutte qui va s'installer au nouveau Camp Kokolo de Beni. Mettre sur pied et déployer tout le long des frontières de l'Est du pays, des « unités de surveillance des frontières et d'alerte », a déclaré Martin Fayulu. Sur le plan diplomatique, le candidat de la coalition Lamuka classe comme urgence diplomatique une réunion spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies pour parvenir à éradiquer définitivement toutes les rébellions dans l'Est du pays. Martin Fayulu se donne par ailleurs comme nécessité nationale : ordonner un Programme de Correction des contrats miniers et pétroliers. Pour réaliser ce programme, il compte mobiliser 126 milliards de dollars en cinq ans.

Un agent de l'Etat qui se livre à la corruption sera jeté en prison (Emmanuel Ramazani). « Au cours de notre mandat, un agent de l'Etat qui se livre à la corruption sera jeté dans la prison », promet le candidat du Front commun pour le Congo (FCC), Emmanuel Ramazani Shadary. Dans son discours de campagne, vendredi 30 novembre à Kalemie dans le

Tanganyika, il a affirmé que cette menace serait appliquée pour « renflouer les caisses de l'Etat afin de payer les travailleurs ». Il faudrait aussi assurer les bourses à l'université, payer les médicaments et construire les écoles et biens d'autres projets, a ajouté Emmanuel Ramazani. La lutte contre la corruption la restauration de l'autorité de l'Etat, la lutter contre l'impunité, et le chômage des jeunes sont parmi les priorités du candidat du FCC. Emmanuel Ramazani se dit être le fils du terroir ayant acquis une maturité à pouvoir continuer l'œuvre entamée par Joseph Kabila.

La RDC menace de prendre des mesures de rétorsion contre l'Union européenne. La RDC menace de prendre des mesures de rétorsion contre l'Union européenne si celle-ci ne décidait pas de la levée des sanctions prises en l'encontre de seize personnalités congolaises. Le ministre des Affaires Etrangères, Léonard She Okitundu l'a annoncé vendredi 30 novembre, lors de son adresse avec les chefs des missions diplomatiques. Le chef de la diplomatie congolaise a rappelé les efforts de dialogue faits auprès de l'Union européenne afin d'obtenir la levée des mesures restrictives. She Okitundu a démontré le caractère contreproductif des sanctions et a demandé leur retrait avant la tenue de prochains scrutins. Il a aussi fait remarquer qu'au moment où le processus électoral entre dans sa phase cruciale avec la campagne électorale, « il se dégage une inégalité de traitement entre les différents candidats frappés par ces mesures et les autres », en particulier celui du FCC Emmanuel Ramazani. Ce dernier est privé de sa liberté de mouvement pour expliquer la pertinence de sa vision aux partenaires.

Beni : la Ceni invite les partis et regroupements politiques à accréditer leurs témoins. Les partis et regroupements politiques devraient accréditer leurs témoins pour les scrutins du 23 Décembre prochain, a appelé vendredi 30 novembre, le chef d'Antenne de la Commission électorale nationale indépendante à Beni au Nord-Kivu, Deogratias Mbayahi. Selon lui, le processus est déjà en cours et il ne faudrait pas attendre la veille des élections pour accréditer ses témoins. Il a indiqué que la Ceni a déjà commencé avec l'accréditation des témoins et seules des associations se conforment à cette opération.

Sida : l'ONG HBL lance la campagne « connaitre son état sérologique ». Health and Best Life (HBL), une ONG de développement implantée à Kinshasa, a lancé samedi 1er décembre à Kinshasa, la campagne de sensibilisation « connaître son état sérologique ». Le but de cette activité est d'inciter les Kinois au dépistage volontaire afin de lutter contre la propagation du SIDA, a indiqué la chargée de terrain de cette association, Victory Muchuba. Concernant le statut sérologique, l'orateur principal du jour, Dr. Kembo Nsayi Lebrun a donné une classification de trois types : les séropositifs, les séronégatifs et les séro-ignorants. C'est ce dernier type qui pose les problèmes à la société. « Les séro-ignorants sont responsables même de la contamination aujourd'hui. S'il est séropositif et qu'il ne se connaît pas, il continue à transmettre grandement et à grande échelle. Et il a aussi le risque lui-même d'être contaminé par d'autres sous-types de virus », a-t-il expliqué. L'un des grands défis dans la lutte contre le VIH Sida, selon le médecin, c'est la sensibilisation pour que l'objectif que s'est fixé l'Ousida à l'échéance 2020 soit atteint par rapport au dépistage : 90% de la population doit connaître son statut sérologique. Les gens se sont habitués au Sida, au point que la maladie est aujourd'hui banalisée. Ce qui explique aussi un relâchement constaté dans la sensibilisation. Selon le Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida, la RDC compte cinq cent seize mille personnes vivant avec le Sida.

Présidentielle 2018 : la Ceni appelée à convoquer une réunion « urgente » de concertation technique. Le collectif de candidats présidents au scrutin du 23 décembre demande au président de la Commission électorale nationale indépendante de convoquer « en urgence » une réunion de concertation technique. Dans une interview accordée samedi 1er décembre à Radio Okapi, le président de ce regroupement, Théodore Ngoyi, estime que cette rencontre devra permettre de trouver un consensus sur notamment la machine à voter et le fichier électoral. La machine à voter continue de diviser la classe politique congolaise. Certains candidats à la présidentielle- dont Théodore Ngoyi et Martin Fayulu-refusent de recourir à cet outil qu'ils jugent d'illégal et qui risque de favoriser la tricherie. Théodore Ngoyi a aussi évoqué la question de la sécurisation des élections qui préjudicie le bon déroulement du processus.

Beni : les Fardc et la Monusco déjouent une menace d'attaque des ADF. C'est aux environs de 19h que les Fardc et la brigade d'intervention de la Monusco ont intercepté ces rebelles ADF. Ils étaient en progression vers l'hôtel Okapi, où sont logées les équipes de la coordination de la riposte contre la maladie Ebola au quartier Boikene. D'après les sources militaires l'affrontement n'a duré qu'une dizaine des minutes. Une arme du type AK47, un PKM, une roquette et plusieurs munitions ont été récupérées par les Fardc, sans toutefois, préciser s'il y aurait eu des morts ou des blessés de part et d'autre.

Dimanche 2 décembre.

Equateur : les journalistes candidats aux élections dénoncent leurs suspensions. Les journalistes de l'Equateur qui ont postulé aux élections de décembre 2018 boudent leurs suspensions par l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC). Dans une déclaration faite samedi 1er décembre à Mbandaka, ils accusent la corporation d'avoir pris une mesure « arbitraire et injuste ». « Nous ne comprenons rien. Pourquoi cette mesure ne concerne que les journalistes de l'Equateur ? A Kinshasa, des journalistes continuent à prêter. Ici, la présidente a subi des pressions de l'autorité politique et administrative pour nous faire taire », a estimé l'un d'eux. « A Mbandaka, il y a des candidats comme Rossy Bolekwa, qui continuent à

préster normalement parce qu'il est le porte-parole du gouvernement provincial. Il fait la campagne du gouverneur. Il y a deux poids, deux mesures de la part de la présidente de l'UNPC/Equateur », a condamné un des journalistes suspendus.

Maniema : le M17 ne soutient ni le FCC, ni l'opposition. La fédération provinciale du Mouvement du 17 Mai (M 17) Kikukama, reste centriste. Elle ne soutient, et ne soutiendra, ni la Majorité au pouvoir, ni l'opposition, a déclaré samedi 1er décembre à Kindu son secrétaire exécutif provincial, David Masandi. Selon lui, cette position est prise sur base de l'analyse des programmes présentés par le candidat du FCC et ceux de l'opposition. Par ailleurs, il a encouragé les militants de son parti, ainsi que la population du Maniema d'aller massivement aux élections, pour élire les députés nationaux et provinciaux. Pour lui, c'est à travers le vote qu'il faudrait promouvoir le changement de l'avenir du pays.

Tshopo : 200 familles civiles délogées du camp militaire Ketele à Makiso. Environ deux cents familles des civils ont été délogées, samedi 1er décembre du camp militaire Sergent Ketele, dans la commune Makiso à Kisangani (TShopo). Selon le commandant de ce camp, qui a ordonné leur délogement, ces personnes y résidaient illégalement. Certaines sources militaires du camp Ketele reconnaissent n'avoir déguerpis que 59 familles. Les occupants illégaux du camp avaient été avisés depuis 2016 et l'ordre serait venu de la hiérarchie militaire à Kinshasa.

Kwelu : le maire de Kikwit condamne les destructions des affiches de campagne. M. Jean-Claude Mungala, maire adjoint de la ville de Kikwit dans la province du Kwelu condamne des comportements « inciviques » de certains jeunes qui déchirent ou enlèvent des effigies et autres affiches de campagne de certains candidats aux élections de décembre prochain. « C'est un comportement que nous détestons. Les services de sécurité sont déjà à pied d'œuvre pour rechercher ces inciviques. Chaque candidat peut mener sa campagne comme il l'entend. Il peut afficher sa photo là où il l'attend », rappelle Jean-Claude Mungala. Il invite toute la population de Kikwit au respect de la loi électorale et du code de bonne conduite pour tous les candidats.

Haut-Katanga : Joseph Kabila inaugure l'usine de fabrication des explosifs à usage civil. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a inauguré samedi 1er décembre à Likasi dans le Haut Katanga l'usine de fabrication des explosifs à usage civil appartenant à la Sino congolaise d'exploitation (Sicodex). Cette usine a pour spécialité de produire, commercialiser, importer et exporter les explosifs aux entreprises minières de la RDC dans le cadre de minages. La production annuelle de cette usine est d'environ 60 000 tonnes par an. Cette entreprise s'étend sur une superficie d'environ 100 hectares.

Lundi 3 décembre.

Elections 2018 : « Le déploiement du matériel est très avancé » (Jean-Pierre Kalamba). La Commission électorale nationale indépendante a assuré dimanche 2 décembre que le déploiement du matériel électoral était très avancé dans les sites de formations et de vote, aménagés en vue des scrutins du 23 décembre. La Ceni a aménagé des « sites secondaires de formations » dans les zones difficiles d'accès par rapport aux grandes villes de la RDC. « Nous sommes maintenant en train de déplacer le matériel des aires secondaires, c'est-à-dire de chefs-lieux de certaines provinces ou de certains coins vers ces sites-là, qui sont au nombre de 179 », a poursuivi M. Kalamba. La campagne électorale en République démocratique du Congo va s'achever dans dix-huit jours. Elle met en course 21 candidats à la présidence de la République, 15 355 candidats députés nationaux et plus de 19 000 candidats députés provinciaux.

New York : le Secrétaire général de l'ONU plaide en faveur des personnes handicapées. Plus d'un milliard de personnes vivent avec un handicap dans le monde, a annoncé dans un message le secrétaire général de l'ONU ce lundi 3 décembre, à l'occasion de la journée internationale des personnes handicapées célébrée sous le thème « Autonomiser les personnes handicapées et assurer la participation et l'égalité ». Il a ajouté que ces personnes sont bien souvent coupées du monde, en situation d'isolement et en bute aux discriminations. Antonio Guterres préconise d'une part, l'application dans tous les pays de la convention relative aux droits des personnes handicapées, et d'autre part, la prise en compte dans les politiques et programmes des états des préoccupations des personnes handicapées.

La campagne électorale perturbée par de violents combats à Uvira. Les activités de campagne électorale ont été perturbées lundi 3 décembre matin à Mboko, dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu), où de violents combats ont opposé les FARDC aux combattants Mai-Mai supposés appartenir au groupe Yakutumba et alliés. Ces affrontements ont duré plus de 2 heures, mais le bilan n'est pas encore connu. Selon le chef de groupement de Babungwe Nord, Mwami Charles Sadi Simbi, ces combats font suite à d'autres accrochages qui ont eu lieu le weekend sur les collines surplombant la localité de Swima entre les troupes loyalistes et les miliciens. Il regrette que ces affrontements violents à l'arme lourde plongent de nouveau la population dans la panique. Ce chef coutumier cite notamment certains candidats députés qui sont dans la fièvre de la campagne électorale et dont électeurs ne savent quel comportement adopté.

Elections 2018 : le maire de Kananga appelle au civisme pendant la campagne. « La campagne électorale doit se faire à partir de 5h du matin jusqu'à 22h au maximum », a recommandé ce lundi 3 décembre le maire de Kananga, Mwamba Kantu Ka Njila pendant cette période de campagne. Le maire de Kananga invite par ailleurs les militants des partis et

regroupements politiques au civisme qui nécessite le respect des candidats des autres formations politiques en compétition pour les élections de décembre prochain. Pour cette campagne électorale, Mwamba Kantu Kanjila indique que tous les candidats ont le droit de pouvoir s'exprimer quel que soit leur appartenance politique.

Insécurité à Lubero: la société civile se dit inquiète. La société civile de Lubero s'inquiète de l'insécurité qui sévit dans ce territoire, empêchant selon elle des nombreux candidats aux scrutins de décembre à battre campagne. Cinq groupements sur les vingt-deux que compose ce territoire connaissent un activisme des groupes armés.

Nord-Kivu : accalmie au sud de Lubero à la suite du redéploiement des Fardc. Un calme précaire s'observe dans la cité de Muhamgi et ses environs, depuis le redéploiement des militaires Fardc. Les opérations lancées samedi dernier par les Fardc, pour reprendre le contrôle de Muhamgi, ont réussi à stabiliser cette cité et chasser les miliciens du village Buhinga, où ces derniers venaient d'installer leur base, indique l'administrateur du territoire de Lubero, Richard Nyembo. Selon lui, jusque-là les opérations se poursuivent dans les villages voisins de Makoko, Mambungu et Mabambi, qui restent encore sous l'emprise des miliciens.

La Police invite à la tolérance pendant la campagne électorale. La Police nationale congolaise (PNC) invite les acteurs politiques à éduquer leurs militants à la tolérance pendant la campagne électorale. Selon le porte-parole de la police, plusieurs candidats, principalement du Front commun pour le Congo (FCC) sont victimes des actes de vandalisme dans les provinces du Nord-Kivu, de la Tshopo, du Haut-Katanga et du Kasai-Oriental. Il fait savoir qu'à Kisangani, la police enquête sur les actes de vandalisme qui se sont perpétrés au bureau du FCC « où des jeunes étudiants ont causé des blessés graves. » Le colonel Pierrot Mwanamputu menace de sanctionner en flagrance tout acte d'intolérances politiques.

Elections 2018 : le PPRD dénonce l'intolérance politique pendant la campagne. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) dénonce des actes de vandalisme et d'intolérances politiques qui caractérisent la campagne électorale dans le Nord-Kivu précisément à Beni. Son secrétaire permanent adjoint, Ferdinand Kambere, met en garde ses adversaires politiques à ne pas utiliser des groupes armés dans la campagne électorale. « Les populations peuvent s'apaiser. Que chacun règle son programme par rapport à ses attentes. Certes à Beni, on attend des discours qui sont bons, des programmes qui sont bons pour eux par rapport à la restauration de la paix. Mais, ne les terrorisez pas pour avoir des voix. Ne les intimider pas. Les groupes armés, ne les utilisez pas, ni pour aller bloquer les bureaux de vote, ni pour intimider les adversaires », a conseillé Ferdinand Kambere.

Mardi 4 décembre.

Présidentielle 2018 : le candidat Jean-Philibert Mabaya se rallie à Martin Fayulu. Le sénateur Jean-Philibert Mabaya, candidat à la présidentielle du 23 décembre, s'est rallié à Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka. « L'Arc-en-Ciel du Congo et la plateforme Lamuka conviennent de l'adhésion à l'ACC à Lamuka en vue de soutenir la candidature de Monsieur Martin Fayulu Madidi, en vue de son élection à la présidence de la RDC », a déclaré Jean-Philibert Mabaya. Selon, l'autorité morale du regroupement politique Arc-en-ciel du Congo (ACC), le peuple congolais est décidé de « rompre avec le régime politique en place ». « L'ACC demande à tous ses candidats nationaux et provinciaux à battre campagne pour le candidat Martin Fayulu jusqu'à la victoire », a-t-il dit.

Meurtre des experts de l'ONU : audience écourtée en l'absence de l'avocat de deux principaux prévenus. L'audience de lundi au procès du meurtre des experts de l'ONU devant le tribunal militaire garnison de Kananga a été écourtée. Une heure environ après son ouverture, elle a été suspendue après qu'un avocat qui avait acté sa comparution pour assister tous les prévenus l'a retiré pour Bula Bula et Vincent Manga dont l'avocat principal était absent. Constatant que les deux prévenus n'avaient plus de conseil, le tribunal a suspendu l'audience. Avant la suspension de l'audience, le tribunal militaire garnison de Kananga avait auditionné le renseignant Maurice Tshibuabua. Dans sa déposition, il relate avoir séjourné à Kananga au cours de la semaine qui a précédé la mort des experts. C'est la veille de leur exécution qu'il est rentré dans son village. Au cours de son séjour à Kananga, l'infirmier dit avoir rencontré la sœur de Jean-Bosco Mukanda qui devait l'aider dans les démarches qu'il avait entreprises pour percevoir sa prime de risque. Mais Maurice Tshibuabua affirme n'avoir pas rencontré Mukanda pendant son séjour à Kananga. Le 12 mars 2017, l'infirmier explique avoir soigné un homme emmené dans son centre de santé par des miliciens. Le blessé qui ne lui aurait pas donné son identité lui a expliqué faire partie d'un convoi qui transportait des blancs interceptés par des miliciens. Après avoir soigné le blessé, l'infirmier dit l'avoir ramené à moto – sur ordre des miliciens – dans la cour de Bula Bula, chef du village Moyo Musuila. Maurice Tshibuabua a déclaré être ensuite retourné dans son village.

Elections 2018 : les étudiants catholiques sensibilisent les électeurs pour un vote utile. Le Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC) est depuis quelques mois en campagne de sensibilisation des jeunes et des femmes pour un vote utile. Le lundi 3 décembre à Kinshasa, le secrétaire fédéral du MIEC, Joseph Nshole, a appelé les étudiants catholiques et la population à voter massivement pour les candidats qui ont des projets de société claires sur l'éducation de qualité, l'emploi des jeunes mais aussi l'amélioration des conditions de vie de la population. Pour le secrétaire du Mouvement

international des étudiants catholiques le “vote utile” est celui qui permettra d'avoir accès à l'éducation de qualité et à l'emploi. Pour les femmes, c'est l'amélioration des conditions de vie des familles.

Elections 2018 : Néhémie Mwilanya fustige les appels à la violence. Le coordonnateur du comité stratégique du Front commun pour le Congo (FCC), Néhémie Mwilanya, a fustigé, lors d'un point de presse lundi 3 décembre, le comportement de certains acteurs politiques qui appellent à la violence contre le processus électoral. Il a également condamné ceux qui appellent au boycott de la machine à voter, estimant que c'est un point déjà classé.

Lubumbashi : l'INPP invite les jeunes à apprendre un métier. Le Directeur provincial de l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP) à Lubumbashi invite les jeunes diplômés et autres désœuvrés à profiter des nouvelles filières organisées dans cet institut pour apprendre un métier. « Aujourd'hui avec ces équipements, les entreprises minières n'auront plus à chercher la main d'œuvre ailleurs parce que la population sur place sera formée selon leurs besoins », estime-t-il. Le Président Joseph Kabila a inauguré dimanche 2 décembre à Lubumbashi les nouveaux bâtiments de l'INPP. Les travaux financés par les gouvernements japonais et congolais ont duré 18 mois et ont coûté 29 millions de dollars américains.

Haut Katanga : lancement de la campagne de réparation des fistules. Le ministre provincial de la Santé du Haut Katanga, Modeste Baloy a lancé lundi 3 décembre la campagne de réparation des fistules vaginales à Lubumbashi. Modeste Baloy a ainsi demandé aux femmes du Haut Katanga concernées par cette maladie de participer massivement à cette campagne. Il insiste aussi sur l'accès des femmes aux séances de planification familiale et aux consultations prénatales.

Nord-Kivu : les parents de Beni encouragés à envoyer leurs enfants à l'école. Le parlement d'enfants du grand Nord-Kivu appelle les parents de Beni à envoyer leurs enfants à l'école, après plus d'un mois de suspension des cours causé par l'insécurité de cette zone. Baraka Vihamba Fabrice, l'un des encadreurs au parlement d'enfants Grand Nord-Kivu invite par ailleurs les politiciens à ne pas utiliser les enfants pour des fins de campagne électorale.

Lubumbashi : accrochages entre policiers et habitants de la Katuba. Le calme est revenu l'après-midi de ce mardi 4 décembre dans le quartier Kaponda, commune Katuba à Lubumbashi après les affrontements qui ont opposé les policiers à la population locale. Ce soulèvement de la population fait suite au meurtre d'une personne sur un lieu de deuil par des bandits armés. Tout a commencé lorsqu'un jeune homme a été tué par des bandits armés cagoulés en uniformes de la police. Ces derniers ont survécu nuitamment à un deuil sur la rue 5. L'un d'entre eux a tiré à bout portant sur un jeune homme, qui est mort sur place, et a blessé deux autres personnes avant de disparaître. Personne n'a pu expliquer le mobile de ce meurtre. Ce mardi matin, la police s'est rendue sur le lieu du drame pour récupérer le corps. Mais, elle en a été empêchée par les habitants en furie qui lançaient des projectiles et qui ont brûlé des pneus sur la voie publique. La police tirait en l'air pour les disperser, mais sans y parvenir. On compte quelques blessés par balles du côté des manifestants et deux policiers blessés, par des projectiles. La police, qui a renforcé sa présence dans ce quartier, a procédé à des arrestations.

Elections 2018 : Felix Tshisekedi promet de rétablir la sécurité au Nord-Kivu une fois élu. Felix Tshisekedi, candidat à l'élection présidentielle et Vital Kamerhe son directeur de campagne ont promis le rétablissement de la sécurité dans la région de Beni et sur l'ensemble de la province du Nord-Kivu. Selon l'accord politique signé entre les deux leaders, si Felix Tshisekedi est élu président, Vital Kamerhe sera son premier ministre. Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe sont aussi revenus sur leur retrait de l'accord de coalition Lamuka conclu à Genève auquel ils ont renoncé pour créer leur propre coalition dénommée Cap pour le Changement (CACH). Après l'étape de Goma, ils vont poursuivre leur tournée de campagne dans d'autres villes et provinces du Nord et Sud-Kivu.

Elections 2018 : Emmanuel Ramazani à Gbadolite, la population attend un message d'espérance. Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat président de la République du regroupement politique FCC est arrivé à Gbadolite, province du Nord-Ubangi, mardi 4 décembre dans l'après-midi. Selon le programme communiqué à la presse, après Gbadolite, il devra se rendre dans le Sud-Ubangi à Gemena, bastion du MLC de Jean-Pierre Bemba. Dans ces deux provinces, les électeurs disent attendre un message d'espérance. Ils estiment avoir été oubliés depuis la chute du régime du feu Maréchal Joseph Désiré Mobutu avec le fameux slogan de rejet « Code 32 » en référence aux 32 ans de pouvoir du président Mobutu qui était lui-même originaire du Nord de l'Équateur. Ni le programme des cinq chantiers de la république (lancé en 2006 par le président Joseph Kabila), ni la révolution de la modernité (programme du président de la République en 2011) ne sont visibles dans ces deux provinces, déplorant quelques électeurs de ces deux provinces. En attendant, la ville de Gemena vit une ambiance festive depuis l'annonce de l'arrivée du candidat Ramazani Shadary.

Bukavu : la société civile porte plainte contre le policier qui a tué un commerçant. La société civile et les victimes du meurtre qui a eu lieu au marché Bondeko dans la commune de Kadutu ont déposé plainte, mardi 4 décembre, contre le policier qui a tué un manifestant la veille. « Nous attendons beaucoup de la justice. Nous ne pouvons pas nous rendre nous-mêmes justice. Nous laissons la justice faire son travail », a affirmé Hippocrate Marume, président de la société civile en commune de Kadutu. Lundi 3 décembre à la mi-journée, un policier en état d'ivresse a ouvert le feu sur les marchands au

Beach Muhanzi. Un cordonnier est mort sur place, et une fille de 16 ans qui étalait sa marchandise au sol est grièvement blessée par balle.

Une série d'activités lancées à Kinshasa pour célébrer le 70e anniversaire des droits de l'homme. Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a ouvert mardi 4 décembre à Kinshasa un espace d'activités à Texaf Bilembo dans la commune de la Gombe, en prélude de la commémoration du 70e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme prévue le 10 décembre prochain. Des activités prévues sont entre autres des jeux concours, des projections cinématographiques, des expositions de l'ONU Femme, de l'UNFPA et l'ONU-Sida.

Mercredi 5 décembre.

Les élections apaisées, le « plus beau cadeau » que Joseph Kabila compte laisser à la nation. Le président de la République, Joseph Kabila encourage les notabilités du Grand Katanga à sensibiliser la population pour le rendez-vous des élections, en privilégiant la paix. Lors d'une rencontre organisée mardi 4 décembre à Lubumbashi (Haut-Katanga), il leur a fait savoir que les élections apaisées sont le plus beau cadeau qu'il compte laisser à la nation congolaise. Le rendez-vous du 23 décembre prochain sera bel et bien respecté. Le président a fait savoir aux notables du Grand Katanga, qu'aux élections provinciales il y a plus de 15 000 candidats pour environ 700 sièges et 19 000 candidats à la députation nationale pour 500 sièges. "Il y aura sûrement des mécontents mais il ne faudra pas que ces mécontents sème le désordre et le chaos", a prévenu le chef de l'État. Pour Joseph Kabila, les élections sont une affaire de souveraineté. Si en 2006 le gouvernement a financé les élections à hauteur de 20 % et la communauté internationale à 80 %, en 2011 le pays a participé à 85 % et en 2018 les élections sont entièrement financées par le gouvernement Congolais.

Dilolo: "les Congolais expulsés d'Angola ne vivent que des mangues", constate la société civile locale. Plus de soixante familles de Congolais expulsés d'Angola vivent dans des conditions difficiles à Dilolo où ils sont arrivés plus de trois semaines dans le bâtiment du foyer social. Aucune assistance ne leur est parvenue jusqu'à ce jour.

Lubutu : la cité coupée par les eaux de pluie. La pluie diluvienne qui s'est abattue lundi 3 décembre dans la cité de Lubutu au Maniema a causé beaucoup de dégâts matériels. Cette pluie a commencé à minuit jusqu'à 13h et inondé le pont, rendant le trafic impossible, selon le député national Stanislas Oleko. Les personnes sinistrées n'ont pas bénéficié d'assistance, alors que beaucoup d'entre elles ont perdu maisons et biens qui sont détruits, d'autres engloutis dans les eaux. Beaucoup de familles sont sans abri. Un cri d'alarme est lancé au gouvernement et aux personnes de bonne volonté pour venir en aide à ses sinistrés.

L'insécurité complique la campagne électorale à Lubero. Quatorze jours après le lancement de la campagne électorale en RDC, certains candidats déclarent éprouver encore des difficultés énormes pour atteindre leurs fiefs électoraux dans la province du Nord-Kivu, a indiqué mercredi 5 décembre à Goma, la coordination provinciale de la société civile. Dans le territoire de Lubero, ce sont notamment les groupements Tama, Itala, Musindi, Luhongo, Bulengya ainsi que le groupement Manzya qui sont partiellement occupés par des groupes armés, indique la société civile. Non seulement l'activisme de ces miliciens restreint le mouvement des candidats aux élections, en pleine campagne dans la zone, mais aussi il est à la base des déplacements récurrents des populations locales. Par exemple, le chargé de la campagne du candidat Emmanuel Shadary dans le territoire de Lubero, Amini Mumbere qui est aussi confronté à cette situation, déclare toutefois que, jusqu'à présent, aucun incident n'est encore enregistré contre les candidats qui tentent d'accéder aux zones sous influence des miliciens. Seulement, a-t-il poursuivi, à certains endroits, les Maï-Maï seraient en train d'exiger de l'argent aux candidats en campagne, comme droit d'accès aux zones qu'ils contrôlent.

Les forêts de la Tshopo menacées par l'activité humaine. Le taux de déforestation annuel varie entre 0.1 et 0.3 % dans la province de la Tshopo, a indiqué l'ONG Tropenboss international mercredi 5 décembre à Radio Okapi, citant les études sectorielles menées dans le territoire d'Isangi. Les forêts de la Tshopo sont bel et bien menacées par une diversité d'activités, notamment l'agriculture, l'exploitation artisanale et industrielle de bois et l'exploitation minière. Chaque année, la Tshopo perd donc des centaines d'hectare de forêts. Néanmoins, des efforts sont fournis par certaines organisations en vue de préserver la forêt. Justin Kyale, coordonnateur scientifique de Tropenboss, indique que son organisation amène les exploitants artisanaux à une exploitation légale pour une utilisation rationnelle des forêts. Selon certaines sources, le gouvernement a pris des dispositions pour percevoir une taxe pour le reboisement en vue de préserver l'environnement.

Campagne électorale encore timide à Kananga. Deux semaines après son lancement officiel, la campagne électorale semble encore timide dans la ville de Kananga (Kasaï-Central). Même si les affiches présentant différents candidats sont visibles un peu partout de la ville, on est encore loin des ambiances électoralles habituellement enregistrées à cette période. Il n'y a pas grandes manifestations publiques ni de meeting de campagne. A peine, entend-on de temps en temps, des klaxons des motos et véhicules aux affiches de certains candidats. Dans les états-majors des partis, on reconnaît à demi-mot que la campagne n'a pas encore vraiment commencé. Du côté du FCC, on annonce que c'est ce jeudi que la campagne va vraiment commencer.

Bunia : la Monusco dote la police scientifique d'un matériel de travail. A Bunia, la Monusco a doté mardi 4 décembre, l'Unité de Police Technique Scientifique Congolaise de certains matériels de travail. Il s'agit d'un appareil photo numérique, d'une imprimante et d'une armoire pour ranger les dossiers des présumés criminels. Ce matériel estimé à près de mille dollars américains va servir à mettre sur pied un fichier d'identité des suspects et des récidivistes. Dix policiers de cette unité viennent de bénéficier d'une formation de trois mois dispensée à Bunia. Ils ont acquis des compétences pour analyser l'identité des présumés criminels à partir de leurs empreintes digitales et pour photographier en vue de retracer les scènes des crimes.

Sud-Kivu: assistance psycho-médicale gratuite de la Monusco aux prisonniers de Bukavu et Kabare. Le BCNUDH, Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme, a lancé mardi 4 décembre, une série d'activités dans les prisons de Bukavu et Kabare. Les médecins et psychologues militaires de la Monusco effectuent gratuitement des consultations dans ces lieux de détention. «Nous avons plus de problèmes car la prison a la vocation d'accueillir 500 personnes comme capacité, mais aujourd'hui nous avoisinons les 1800 détenus. Alors il y a beaucoup de pathologies qui interviennent», a évoqué le directeur de la prison. En plus des médicaments, des vivres et des matelas qui accompagnent cette action, le BCNUDH a apporté également des vêtements à toutes ces personnes privées de liberté. Le lundi 10 Décembre prochain ils seront à la prison centrale de Kabare pour les mêmes actions.

Jeudi 6 décembre.

Elections 2018 : Leila Zerrougui poursuit son plaidoyer pour un processus crédible. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui poursuit son plaidoyer pour que les élections se tiennent comme prévu dans le cadre d'un processus crédible. Mme Zerrougui a rencontré quasiment tous les candidats à la présidentielle et d'autres acteurs-clés du pays comme le président du Comité national du suivi de l'accord du 31 décembre 2016, Joseph O lenghankoy et le président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, Tito Ndombi. « La période actuelle de campagne est une étape-clé dans le processus électoral au cours de laquelle les candidats ont la possibilité de présenter leurs programmes aux Congolaises et Congolais [...] Il est en conséquence important de veiller à ce que cette campagne se déroule de façon pacifique et dans le respect des opinions de chacun ».

Ebola : la RDC et l'Ouganda envisagent un système commun d'alerte aux frontières. Les ministres de santé de la RDC et de l'Ouganda envisagent de mettre sur pied un système de surveillance épidémiologique de la maladie à virus Ebola. S'assurer que l'épidémie ne traverse pas la frontière et que les deux équipes aux postes frontaliers collaborent intensivement, est le leitmotiv de la collaboration entre les deux pays dans le cadre de cette maladie. Le ministre congolais, Oly Ilunga, se réjouit de cette collaboration qui a pour objectif de renforcer les liens de coopération entre les deux pays voisins dans le domaine de la santé publique, notamment sur le plan épidémiologique.

Ituri : huit morts dans des combats entre les Fardc et des hommes armés à Djugu. Huit personnes sont mortes et plusieurs autres blessées dans un combat qui a opposé, mercredi 5 décembre, les Forces armées de la RDC aux hommes armés non identifiées dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon le chef de Collectivité des Bahema Nord, les assaillants, munis d'armes blanches ainsi que de fusils ont tué deux civils, âgés respectivement de 72 ans et de 33 ans. Les assaillants se sont enfuis après leur forfait, en emportant trente-huit chèvres, ajoute Pilo Molindro. A Tsuki, un autre village du groupement Buku, ces hommes armés ont incendié, dans la nuit de mercredi à ce jeudi, 13 cases. Un jeune homme, a reçu une flèche dans la jambe.

Elections 2018 : Vital Kamerhe met en garde la Ceni contre un éventuel report des élections. Vital Kamerhe demande à la Ceni de prouver qu'elle est réellement prête pour la tenue des élections le 23 décembre prochain. « Nangaa a dit qu'il n'a pas de problèmes et que tout est prêt. Il va nous prouver que les élections sont prêtes. Je voudrais attirer son attention sur une chose : s'il y a un seul bureau de vote qui n'a pas de machines et d'équipements, alors il aura trahi la nation congolaise », menace-t-il. Par ailleurs, le président de l'UNC, Vital Kamerhe, a indiqué que les candidats de son parti et ceux de l'UDPS éprouvent d'énormes difficultés financières pour bien battre campagne. « Nous devrions partir à Walikale : encore des complications de l'Etat. L'Etat qui est censé nous protéger nous tous, au lieu de nous donner les autorisations nécessaires, on nous complique la tâche, alors que la population nous attend à Walikale », s'est désolé Vital Kamerhe. « Les avions ne nous appartiennent pas. On intimide les pilotes que personne ne loue l'avion à l'opposition, même pour des petits trajets ! Nous allons partir à Bukavu, vous verrez que nous partirons par bateau comme tous les citoyens congolais. On va accoster à Katana, on va prendre la route pour entrer dans la ville de Bukavu. Ce sont là, les riches qui jouent vraiment le jeu de Kabila », accuse le président de l'UNC.

Uvira : condamné pour crime de guerre, le lieutenant-colonel fugitif Mabiala Ngoma arrêté. L'auditorat militaire de la garnison d'Uvira a arrêté le weekend dernier le lieutenant-colonel Mabiala Ngoma récemment condamné à perpétuité par la cour militaire de Bukavu pour crime de guerre et crime contre l'humanité. Destitué de l'armée au moment de sa condamnation, le lieutenant-colonel Mabiala Ngoma ne s'était pas présenté à l'audience du verdict de son procès la semaine

dernière. Son avocat évoquait alors une raison de maladie pour expliquer son absence devant les juges. Le fugitif, lui, se dirigeait vers Lubumbashi après sa fuite de Kalehe. Les éléments de l'auditorat militaire l'ont attrapé dans un hôtel d'Uvira.

Kinshasa : trois journées portes ouvertes des consultations gratuites au centre Kiné-Kongo. Le centre médical Kiné-Kongo invite la population kinoise à bénéficier des consultations dans les domaines de la Kinésithérapie, la rééducation, la réadaptation et le massage thérapeutique à partir de ce jeudi 6 décembre de 8 heures à 16 heures.

Elections 2018 : à Beni, Fayulu réitère son refus de la machine à voter. Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka à la présidentielle de décembre a réitéré son refus d'utiliser la machine à voter lors des élections du 23 décembre prochain. Il compte, s'il est élu, installer une base militaire dans la région, instaurer un Etat de droit, réconcilier la population au niveau national, construire des routes, faciliter l'accès à l'eau et à l'électricité, et faciliter le retour au pays des opposants comme Moïse Katumbi et Mbusa Nyamwisi.

Martin Fayulu à Butembo, la lutte contre l'insécurité parmi ses priorités. Martin Fayulu a promis, s'il est élu, de lutter contre l'insécurité, l'analphabétisme et la corruption, d'améliorer l'accès de la population à l'eau potable et à l'électricité, de relancer le tourisme, de créer des emplois et de libérer des prisonniers politiques et permettre le retour au pays des opposants Moïse Katumbi et Mbusa Nyamwisi. Après Butembo, Martin Fayulu s'est rendu à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Des milliers de partisans l'attendaient sur les grandes artères de la ville.

Elections 2018 : 300 témoins en formation pour la surveillance électorale à Kamina. Le projet « Bokengeli ya Maponami [surveillance des élections, en Lingala] » financé par l'Union européenne forme 300 témoins pour surveiller les scrutins du 23 décembre. Les membres des partis politiques seront aussi formés pour mieux comprendre et éventuellement mieux préparer les procédures des contentieux électoraux devant les cours et tribunaux prévus à cet effet.

Ebola : la RDC procède aux essais cliniques des trois molécules expérimentales. La RDC procède à l'essai clinique des trois molécules expérimentales ou médicaments sur 336 malades atteints à virus Ebola dans la ville de Beni. Ce test consiste à montrer l'efficacité et l'innocuité de ces trois médicaments, en vue de trouver un seul médicament capable de traiter la maladie à virus Ebola. « L'épidémie est loin d'être terminée. Et les méthodes traditionnelles que nous utilisons pour rompre la chaîne de transmission par l'isolement des malades, la prise en charge, par les funérailles sécurisées, par la mobilisation sociale ne suffisent pas. Nous voulons maintenant traiter les malades, nous les traitons avec quatre molécules que l'OMS a autorisées », a fait savoir Jean-Jacques Muyembe. « Cette étude d'après les statistiques s'élève à 336 malades. C'est difficile dans une seule épidémie de récolter ces 336 malades, c'est pourquoi nous disons que cette étude peut durer 5 ans et peut s'étendre à d'autres pays que la RDC », a indiqué le directeur de l'INRB. Dans un communiqué publié la veille de l'annonce de cet essai clinique, le ministère de la Santé rapporte 5 nouveaux cas confirmés, dont 2 à Katwa, 1 à Butembo, 1 à Komanda et 1 à Mbalako, dans la province du Nord-Kivu. Trois nouveaux décès sont également signalés notamment 1 à Mabalako, 1 à Katwa et 1 à Komanda. Le ministère de la Santé annonce également que 94 cas suspects sont en cours d'investigation.

Meurtre à l'Unikin : la partie civile réclame 8 millions de dollars de dommages et intérêts. La partie civile au procès du policier présumé meurtrier de l'étudiant Hyacinthe Kimbafu réclame à l'Etat congolais 8 millions de dollars américains des dommages et intérêts. Hyacinthe Kimbafu a été tué par balles lors des échauffourées du mois de novembre à l'Université de Kinshasa en marge des protestations des étudiants contre la grève des professeurs.

Elections 2018 : Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe sont arrivés à Bukavu. Ils sont venus par bateau, en provenance de Goma jusqu'à Katana en territoire de Kabare où une foule nombreuse les attendait. Le cortège est en route pour Bukavu où un meeting est prévu dans la commune de Kadutu. De Goma, le tandem Tshisekedi-Kamerhe devrait se rendre à Walikale. Mais ils n'ont pas pu s'y rendre, accusant l'Etat congolais d'être à la base de cette situation. Il a également dénoncé des tentatives d'entraves à Bukavu, à l'annonce de l'arrivée de son candidat sur place. « Comme par hasard, les travaux ont débuté à la place de l'Indépendance à Bukavu, où devrait avoir lieu un meeting de Félix Tshisekedi », a-t-il déploré.

Elections 2018: la Cenco invite les prêtres et agents pastoraux à la neutralité. La Commission épiscopale nationale du Congo interdit aux prêtres et autres agents pastoraux de se mêler dans les querelles politiciennes au sein des paroisses pendant cette période de campagne électorale. Pour son secrétaire général, l'Abbé Donatien Nshole, il s'agit des gardes fous pour ne pas tomber dans le piège des acteurs politiques. « C'est un rappel parce que la période de la campagne électorale, c'est une période de compétition entre acteurs politiques et l'Eglise devrait maintenir sa neutralité, demeurer au milieu du village. Voilà pourquoi les pères évêques ont pris quelques dispositions comme des gardes fous pour que les prêtres ne puissent pas tomber dans l'un ou l'autre piège des acteurs politiques », a précisé le secrétaire général de la Cenco.

Procès meurtre des experts de l'ONU : le colonel Mambweni arrêté à Kananga. Depuis qu'il est entendu dans ce procès comme renseignant, le colonel Mambweni soutient qu'il n'a rencontré les experts que deux fois en janvier (le 30 et le 31) et une fois en mars quand Zaida Catalan et Michael Sharp avaient «apporté des biscuits aux enfants». Au sujet de cette

dernière rencontre, l'officier affirmait qu'elle avait eu lieu le 9 mars, qu'elle avait été brève et qu'ils étaient tous les trois debout dans son domicile. L'enregistrement sonore que le ministère public révèle à l'audience de jeudi établit l'existence d'une autre rencontre dont le colonel Mambweni n'avait jamais parlé jusque-là. On y entend l'officier de l'armée dire une prière avant un repas. Dans la prière, il donne même la date du jour : 10 mars 2017. Dans l'enregistrement sonore, on s'aperçoit que le colonel Mambweni, Zaida Catalan et Michael Sharp sont en train de partager un repas tout en discutant. On distingue la voix d'une dame qui affirme vouloir entrer en contact avec la famille Kamuina Nsapu. Une voix d'homme lui répond : «Prenez ce numéro. C'est Monsieur Betu. Est-ce que je peux le prévenir ?». «Je vous en prie», répond la dame. Interrogé, le colonel Mambweni reconnaît que la voix d'homme est bien la sienne. Dans la suite de la conversation, l'officier de l'armée appelle Betu au téléphone : -«Monsieur Betu, bonjour.» -«Bonjour mon colonel.» -«Je suis avec les experts des Nations unies. C'est M. Michel et Madame Zaida. Ils ont déjà votre numéro. Dans les minutes qui suivent, ils vont vous appeler. Restez à l'écoute». Jusque-là, le colonel Mambweni assurait ne pas avoir mis en contact Zaida Catalan et Michael Sharp avec Betu, l'interprète qui les a accompagnés dans leur voyage vers Bunkonde. «Pouvons-nous conclure que c'est vous qui avez mis Betu en contact avec les experts ?», demande alors le tribunal. Réponse de l'officier : «Oui».

Goma: des irrégularités et exceptions soulevées par les parties à la reprise du procès Sheka. Des irrégularités administratives et des exceptions ont été soulevées par les parties civiles et le conseil des prévenus à la reprise du procès de Ntabo Ntaberi Sheka et ses co-accusés jeudi 6 décembre à la cour militaire opérationnelle à Goma. Il s'agit notamment de la connexité des charges entre les prévenus, soulevée par les parties civiles, mais aussi l'incompétence présumée de la cour militaire opérationnelle pour juger quelques prévenus, selon les avocats de ces derniers. L'audience du jour était consacrée à l'identification des prévenus. Ntabo Ntaberi alias Sheka, Chef de la rébellion Nduma Defense of Congo, s'est rendu mercredi 26 juillet à la Monusco, au nord de Walikale. Il est poursuivi pour « crime contre l'humanité », « viols » et « pillages ».

La Monusco finance un programme d'alphabétisation en faveur des détenues de la prison d'Uvira. La section d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco a remis au directeur de la prison centrale d'Uvira un lot de matériels didactiques comprenant un tableau portatif, des tables, des bancs, des boîtes de craie blanche, des cahiers et des stylos bleus pour une formation en alphabétisation. Treize détenues de cette maison d'arrêt vont bénéficier pendant six mois du programme d'alphabétisation exécuté par la Caritas.

Beni : 18 civils tués dans deux attaques des ADF à Mangolikene et Paida. Un groupe de rebelles ADF a attaqué des cultivateurs qui se trouvaient dans leurs champs, tuant 13 civils, rapporte la société civile. Un bilan confirmé par les sources militaires qui précisent toutefois que Mangolikene se trouve dans la zone interdite d'accès à la population par les Fardc pour des raisons opérationnelles contre l'ADF. Ce groupe armé a également mené une nouvelle attaque dans la nuit de jeudi à Paida, un quartier périphérique de la commune Rwenzori dans la ville de Beni. Les sources locales et de la société civile parlent de 5 civils tués dont une femme et un enfant ainsi que deux blessés.

Tshopo : plus de 80% de bureaux de vote dotés du matériel électoral. Deux mille quatre-cent quatre-vingt-un bureaux de vote dans la province de la Tshopo sont déjà dotés de kits de vote, kits de dépouillement et des isoloirs. Pour la secrétaire exécutive de la Ceni, dans cette municipalité, il s'agit de plus de 80% de bureaux de vote servis. Cette opération se fait par voie routière et fluviale. Aimée Lihaha confirme aussi le déploiement en cours des machines à voter dans la plupart de bureaux de vote en dépit des certaines difficultés liées notamment à la dégradation des routes. Elle assure que tous les bureaux de vote de la Tshopo seront servis et prêts à recevoir les électeurs avant le 10 décembre prochain. La balle est maintenant dans les camps des partis et regroupement politiques souligne la Ceni/Tshopo, souligne Aimée Lihaha, qui estime que plupart d'entre eux semblent réticents dans l'opération d'accréditation des témoins.

Elections 2018 : la campagne du FCC émaillée d'incidents à Bunia. Douze blessés ont été enregistrés, jeudi 6 décembre, lors du lancement de la campagne du regroupement du Front commun pour le Congo (FCC), qui soutient la candidature d'Emmanuel Ramazani Shadary à la présidentielle du 23 décembre 2018, indiquent des sources concordantes. La caravane motorisée de campagne du candidat du FCC est partie du rondpoint Fina à Yambi Yaya jusqu'à la tribune de Bunia, comme point de chute. Mais sur le parcours, des manifestants anti-Shadari se sont dressés avec des jets de pierres. La police est intervenue pour rétablir de l'ordre. Il y a eu 12 blessées au total, font savoir les mêmes sources. Les candidats de cette plateforme électorale à la députation nationale ont présenté au public les interventions d'Emmanuel Ramazani Shadari dans la pacification et le développement de l'Ituri. Ils ont aussi relevé le plaidoyer fait par Emmanuel Ramazani Shadari pour des pourparlers entre le groupe armé FRPI et le gouvernement de la RDC et pour l'asphaltage de la route de l'aéroport de Bunia.

Kasaï-Central : deux militants de l'UDA Originelle kidnappés. Deux militants de l'Union démocratique africaine (UDA) Originelle ont été enlevés depuis dimanche dernier à Kananga (Kasaï-Central) par des personnes non encore identifiées, rapporte vendredi 7 décembre le secrétaire général adjoint de cette formation politique de l'opposition, Pierrot Ntumba. Selon lui, les deux partisans ont quitté Kananga vendredi dernier pour battre campagne dans la périphérie de la ville. Leurs familles affirment avoir reçu une demande de rançon. La Police nationale congolaise (PNC) à Kananga indique

que des enquêtes sont menées pour retrouver les deux personnes. Au sujet de l'identité des présumés ravisseurs, aucune information n'est encore livrée.

Elections 2018 : Shadary à l'Equateur, Tshisekedi-Kamerhe au Sud-Kivu, Fayulu en Ituri. Le candidat de la coalition Lamuka, Martin Fayulu est attendu à Bunia en Ituri, en provenance du Nord-Kivu. Il a notamment fait des escales à Beni et Butembo où il a promis de s'attaquer à l'insécurité et de rétablir la paix sur l'ensemble du territoire national, une fois élu. Par ailleurs, le duo Felix Tshisekedi-Vital Kamerhe séjourne au Sud-Kivu. Les deux hommes ont quitté Bukavu jeudi 6 décembre matin et sont en route pour Uvira. Sécurité, valorisation de la monnaie nationale, eau et électricité étaient au menu de leur meeting hier à Bukavu. Quant au candidat du FCC, Emmanuel Ramazani Shadary, il poursuit sa tournée électorale dans le Grand-Equateur où il a tenu un meeting à Mbandaka. Il promet entre autres de lutter contre le banditisme entretenu par des délinquants dits Kuluna, combattre des érosions à Lisala, et de réhabiliter le port de Bumba sur le fleuve Congo.

Kinshasa : 120 enfants sortis de la rue sensibilisés sur l'exploitation sexuelle. L'ambassade du Canada en RDC a sensibilisé vendredi 7 décembre 120 enfants et jeunes sortis de la rue dont des filles sur les différentes formes de violences et leurs conséquences. Ces enfants sortis des rues proviennent de différents centres d'hébergement transitoire de l'ONG REEJER, et sont encadrés à présent encadrés par le réseau d'éducateurs des enfants et des jeunes de cette ONG. « Malgré ce qu'ils ont traversé, ils ont beaucoup de force de résilience pour pouvoir surmonter cette épreuve et pouvoir se réinsérer dans la société congolaise », a déclaré Nicolas Simard, ambassadeur du Canada en RDC.

Beni : marche de soutien des femmes aux opérations militaires contre les ADF. Une quinzaine de femmes des différentes associations féminines réunies au sein du mouvement « Rien sans les femmes » ont manifesté ce vendredi 7 décembre à Beni (Nord-Kivu) pour soutenir les opérations militaires conjointes Fardc-Monusco contre les rebelles des ADF. « Nous venons de rencontrer le général Marcel Mbangu [commandant Fardc des opérations Sokola 1] pour lui transmettre nos mots d'encouragement. Nous savons qu'ils sont en train de se mettre déjà sur la ligne de front, nous venons aussi pour compatir avec eux puisqu'ils ont perdu leurs hommes [...] à Kididiwe », a indiqué Chimene Kyombwe, porte-parole du mouvement « Rien sans les femmes ». Les casques bleus de la force onusienne ont été aussi tués, a-t-elle rappelé. « C'est aussi une occasion pour les femmes de Beni de transmettre leurs condoléances, nous compatissons avec leurs familles », a poursuivi Mme Kyombwe. Selon elles, il faut traquer sans relâche les rebelles des ADF, afin que ces derniers ne puissent pas se réorganiser.

Elections 2018 : les candidats manquent de fonds pour battre campagne à Manono. La campagne électorale, lancée officiellement le 22 novembre en RDC, n'est pas encore effective à Manono, dans la province du Tanganyika, faute de moyens financiers. « Pour tout candidat qui arrive dans le milieu, le premier problème, c'est l'argent. C'est tout le village qui se mobilise pour se présenter devant le candidat pour demander l'argent. Même s'il a un bon programme, il ne sait pas aller rencontrer les électeurs s'il n'a pas de moyens », rapporte le directeur de la RTV Kaulu Minono, Dieumerci Kabilal. Décembre.

Le samedi 8 décembre.

Joseph Kabila confirme la tenue des élections le 23 décembre sans appuis extérieurs. Au deuxième jour de sa visite à Kalemie, vendredi 7 décembre, le chef de l'Etat, Joseph Kabila a confirmé la tenue des élections le 23 décembre en RDC, sans appuis extérieurs. Pour le chef de l'Etat, organiser seul les élections sans appuis extérieurs est pour la RDC, une question de liberté, d'indépendance et de dignité. Joseph Kabila aussi a affirmé son soutien au candidat du Front commun pour le Congo (FCC), Emmanuel Ramazani Shadary, pour qui il a demandé à la population de voter.

Sanctions de l'UE : la MP appelle à l'implication des organisations sous régionales africaines. « La MP appelle solennellement toutes les organisations sous régionales de l'Afrique, du Nord, au Sud, de l'Est à l'Ouest, à s'associer en bloc à ce combat du peuple congolais, pour la dignité des peuples africains et le respect de leurs institutions », a plaidé André-Alain Atundu, le porte-parole de la Majorité présidentielle. Selon lui, ces sanctions sont prises dans le but d'humilier le peuple congolais en jetant inutilement l'opprobre sur ses dirigeants. La MP encourage le gouvernement à prendre des dispositions envisageables « pour contrer les effets des sanctions injustes et immorales contre les autorités congolaises », a-t-il indiqué.

Elections 2018 : à Bunia, Martin Fayulu promet de « tout faire pour résoudre les problèmes » de la population. Le candidat de la coalition Lamula, Martin Fayulu, se réjouit de l'accueil que la population de Bunia (Ituri) lui a réservé à son arrivée, vendredi 7 décembre. Emu, il promet « de tout faire, pour résoudre leurs problèmes. » C'est une foule immense qui a accompagné Martin Fayulu. Son cortège a difficilement atteint le Boulevard de libération où il a tenu un meeting.

Equateur : l'ONG APEE s'insurge contre l'utilisation des enfants dans la campagne électorale. L'ONG Action pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE) s'oppose au recours aux enfants pour drainer des foules dans les manifestations politiques, notamment la campagne électorale. Dans une déclaration faite vendredi 7 décembre à Radio

Okapi, le secrétaire exécutif de cette association, Marcel Tote, indique que de beaucoup d'enfants ont été aperçus au meeting à Mbandaka. Il demande aux acteurs politiques de ne pas utiliser les enfants pour afficher leur « virtuelle popularité. »

Campagne électorale à Tshopo : le gouvernement provincial appelle au civisme et à la tolérance. Le gouvernement provincial de la Tshopo appelle la population au sens de civisme et à la tolérance pendant toute la période de la campagne électorale. Dans une interview accordée samedi 8 décembre à Radio Okapi, le ministre provincial de l'Intérieur, Aubin Akamba, s'oppose aux actes d'intolérance politique observés notamment à Kisangani, où certaines personnes arrachent des affiches de certains candidats. Il a relevé quelques débordements qui allaient jusqu'à l'atteinte physique sur certains candidats. Ceux qui persisteront dans cette pratique seront déférés devant les juridictions compétentes, menace le ministre provincial de l'Intérieur.

Campagne électorale : pas d'incidents majeurs au Haut-Lomami, appel à la tolérance à Beni. Le chef d'antenne relais de Luena, Moïse Mwenze a indiqué que les partis politiques de l'opposition et de la majorité présidentielle (MP) se respectent mutuellement. « Il y a un grand engouement pendant la période de campagne électorale. C'est une belle ambiance. Malgré le soleil de plomb, les cortèges des candidats provinciaux et nationaux circulent, tout ceci sans incidents majeurs », a affirmé Moïse Mwenze. A Beni (Nord-Kivu), le département de paix de la Mission Divine en RDC, dit avoir identifié des actes de violence liés aux élections et à l'intolérance ethnique dans la région de Beni. Elle appelle la population de la région à la tolérance et à une cohabitation pacifique entre citoyens en cette période électorale.

Kinshasa : les femmes du FCC appellent à voter pour Emmanuel Ramazani « pour consolider la paix ». « La femme congolaise doit voter utile pour le bien de notre pays. Ce pays, nous le sortons de très loin. N'eut été la persévérance de Joseph Kabila, notre pays serait déjà volé en éclat. Avant 2001, nous avions trois gouvernements dans ce pays. Aujourd'hui, il est réuniifié, pacifié, malgré quelques poches d'insécurité », a reconnu Elysée Minembwe, la coordonnatrice de cette plateforme politique. Elle pense que le pays est lancé sur la voie de l'émergence et qu'il ne serait pas bon « de perdre cet élan de la souveraineté. »

Législatives nationales 2018 : Modeste Bahati lance sa campagne à Bukavu. L'autorité morale de l'Alliance des forces démocratiques du Congo et alliés (AFDC-A), Modeste Bahati, a lancé sa campagne électorale, samedi 8 décembre dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu, pour les élections législatives nationales. Dans son adresse, tenue à la place de l'Indépendance, il a demandé à ses sympathisants de voter utile pour le développement et l'émergence du pays et de la province du Sud-Kivu. Selon lui, les candidats AFDC-A (députés nationaux et provinciaux) sont les personnes qui incarnent cette vision. Il a aussi saisi cette occasion pour présenter au public les candidats AFDC-A de Bukavu, et ceux d'autres territoires. Le candidat FCC, Emmanuel Ramazani Shadary est la personne bien indiquée pour emmener la RDC à l'émergence et continuer ainsi l'œuvre commencée par Joseph Kabila Kabange, a poursuivi Modeste Bahati.

Sud-Kivu : David Gressly s'engage à plaider pour le désenclavement de Shabunda. Le Représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC, David Gressly s'est engagé, samedi 8 décembre, à mener des plaidoyers pour le désenclavement du territoire de Shabunda (Sud-Kivu), coupé du reste de la province. A la clôture de sa visite dans ce territoire, David Gressly se dit convaincu de la nécessité de mener ce plaidoyer pour le bien-être économique et sécuritaire de la population. Shabunda n'a pas de routes praticables, a-t-il constaté. La veille, David Gressly s'est entretenu avec les autorités du territoire, les chefs coutumiers et la société civile. Ils ont notamment échangé sur le déroulement de la campagne électorale, le déploiement des matériels de la CENI, des défis sécuritaires dans certaines zones ainsi que des questions liées au développement. Arrivé à Bukavu le jeudi dernier, le Représentant spécial Adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC a rencontré le gouverneur de province. Les échanges ont porté surtout sur les avancées en matière de sécurité et, sur le plan politique, et le processus électoral. L'après-élection pour le développement de la province a également fait l'objet des échanges.

Dimanche 9 décembre.

Les acteurs politiques et judiciaires accusés d'exceller dans la corruption. A l'occasion de la célébration dimanche 9 décembre de la Journée internationale de lutte contre la corruption, le Comité mixte du collectif des acteurs non-étatiques - en collaboration avec la Commission nationale des droits de l'homme, le Barreau américain et l'USAID - lance une campagne de plaidoyer de lutte contre la corruption à travers la RDC. Selon ce collectif, les acteurs politiques et judiciaires congolais excellent dans la corruption. Pour le collectif des acteurs non-étatiques, les animateurs des instances judiciaires et leurs collaborateurs occupent la part belle dans la pratique de la corruption. « Les magistrats et les OPJ doivent savoir qu'il y a la redevabilité par rapport à leur prestation vis-à-vis de la population, afin de rendre des décisions juste et équitables », a souhaité Laurent Okito, coordinateur de ce collectif. Il a par ailleurs reproché aux politiques congolais de freiner les actions de lutte contre la corruption.

Antonio Guterres : « La corruption porte atteinte aux valeurs de l'ONU ». Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, appelle Etats du monde à combattre la corruption, qui touche tous les pays de la planète, riches et pauvres et du nord au sud. Cette célébration vise à sensibiliser le public à la lutte contre la corruption et à ce que les gens peuvent faire pour la combattre. Dans son message, Antonio Guterres énumère quelques-uns des méfaits de ce fléau. La corruption, dit-il, prive la société d'écoles, d'hôpitaux et d'autres services essentiels. Elle décourage les investissements étrangers et dépossède les nations de leurs ressources naturelles. Elle sape l'état de droit et favorise les crimes. La fraude fiscale, le blanchissement d'argent et autres flux financiers illicites qui détournent des ressources indispensables au développement durable comptent aussi, selon Antonio Guterres, parmi les méfaits de la corruption. M. Guterres a par ailleurs appelé à la mobilisation pour l'intégrité. « Nous pouvons informer les citoyens et leur donner les moyens d'agir, favoriser la transparence et renforcer la coopération internationale au service du recouvrement des avoirs volés », a conclu le Secrétaire général de l'ONU.

Kinshasa : 12 nouvelles antennes construites par la Ceni. La Commission électorale nationale indépendante a inauguré samedi 8 décembre son antenne dans la commune de Maluku, qui fait partie de 12 nouveaux centres de vote construits à Kinshasa. Selon Nadine Mishika, questeur adjointe de la Ceni, ces bureaux permettent de rapprocher les électeurs de centres de vote mais aussi de faciliter les opérations de compilation des résultats. « Les élections provinciales ont pour circonscriptions les communes. Et donc, cette fois-ci –contrairement à 2011 - les résultats d'élections provinciales seront compilés dans les communes concernées », a expliqué Nadine Mishika.

Uvira : l'ONG CERC lance la campagne anti-corruption dans les écoles. Le Centre de recherche sur l'anti-corruption (CERC) dénonce des cas graves de corruption dans les milieux scolaires de la cité d'Uvira (Sud-Kivu). A cet effet, le CERC a lancé samedi 8 décembre une caravane de sensibilisation motorisée à travers la cité, au cours de laquelle elle interpelle tous les acteurs - parents, enseignants et élèves - à promouvoir l'intégrité dans les écoles. Une série d'émissions radio organisée depuis une semaine a permis aux élèves de dénoncer des cas de corruption vécus dans leurs écoles. Plus d'une centaine d'élèves travaillent avec l'ONG CERC à Uvira. « Nous ne nous intéressons pas seulement au problème de corruption, mais aussi aux cas de détournement des financements étrangers et nationaux», a poursuivi Maître Albert Labani, directeur administratif et chef du bureau de plaidoyer de cette ONG locale.

Présidentielle-2018 : le cortège du candidat Alain Shekomba attaqué à Matadi. Le candidat président de la République Alain Shekomba dénonce l'attaque dont lui et son cortège ont été victime samedi 8 décembre à l'entrée de la ville de Matadi (Kongo-Central) par des gangsters urbains appelés « Kulunas ». Le bilan provisoire fait état des blessés graves et le matériel électronique de campagne détruis et volés. Alain Shekomba dénonce l'absence de l'intervention de la police lors de cette attaque. Il s'est dit très choqué.

Présidentielle-2018 : Martin Fayulu empêché d'atterrir à Kindu, selon Pierre Lumbi. Le candidat de la plate-forme Lamuka à la présidentielle 2018, Martin Fayulu, a été empêché dimanche 9 décembre d'atterrir à l'aéroport de Kindu, selon son directeur de campagne Pierre Lumbi. Il accuse les autorités provinciales de Maniema d'avoir déployer des policiers à l'aéroport pour empêcher la population d'aller accueillir le candidat Fayulu. Selon Pierre Lumbi, ces entraves ne peuvent décourager la plate-forme Lamuka. « Nous dénonçons cette forfaiture, parce que chaque candidat a le droit à pouvoir se mouvoir à travers le pays sans aucune entrave. Et nous arriverons à Kindu, quel que soit le prix à payer ! Que ça soit aujourd'hui ou demain ou après-demain, mais nous serons à Kindu », a-t-il affirmé. L'avion qui avait décollé de Buta (Bas-Uele), a donc atterri à Kisangani (Tshopo) en attendant de repartir à Kindu lundi matin, a souligné la même source. « Le gouvernement essaie de mettre des entraves pour que le président Fayulu ne puisse pas se déplacer à travers le pays. Les premières de ces entraves [ont] été de nous refuser l'autorisation des trois avions. Maintenant, ce qui se passe actuellement à Kindu est extrême grave ! », s'est exclamé Pierre Lumbi.

Felix Tshisekedi : « Il faut que les citoyens se sentent à l'aise et en sécurité dans leur pays ». Felix Tshisekedi et sa délégation sont arrivés dimanche 9 décembre vers 16 heures à Bunia. Au cours d'un point de presse à l'aéroport de Bunia, il a déclaré être venu réconforter la population de l'Ituri, qui a tant souffert d'affres de la guerre. « Il faut que les citoyens se sentent à l'aise et en sécurité dans leur pays, parce que notre projet porte sur l'homme congolais. Donc, c'est à partir de son épanouissement que nous allons développer le Congo. »

Lundi 10 décembre.

La RDC peut être la locomotive qui peut porter l'Afrique, estime Leïla Zerrougui. Pour la Cheffe de la Monusco, la non reconnaissance des droits de chacun et de tous dans la société est à la base des turbulences et du désordre. « Nous avons des défis énormes dans cette période importante pour nous tous, et les Congolais en particulier. La RDC est un grand pays en Afrique, c'est un pays qui peut porter l'Afrique, qui peut être une locomotive, et qui peut permettre à d'autres d'aller plus vite dans l'évolution, le développement et la stabilité », a affirmé Leïla Zerrougui. Elle a indiqué que l'objectif de la RDC devrait être celui « de construire un pays plus beau qu'avant. ». « Parfois c'est bon de crier sa rage, parce que ça nous

permet de progresser, mais ne perdez pas de vue l'objectif qui est d'arriver à construire un Congo plus beau qu'avant, comme le dit votre hymne national », a poursuivi Leïla Zerrougui.

L'Union européenne prolonge ses sanctions contre les personnalités congolaises. L'Union européenne (UE) a annoncé lundi 10 décembre la prolongation pour un an, jusqu'en décembre 2019, de ses sanctions visant 14 hauts responsables du régime du président congolais Joseph Kabila, dont le candidat de la coalition au pouvoir à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary. Les sanctions, qui consistent en un gel d'avoirs et une interdiction de visa pour l'UE, visent notamment Ramazani Shadary, désigné cette année pour représenter le camp Kabila à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre, selon des documents officiels de l'UE. Les personnalités congolaises concernées par ces sanctions sont : Ilunga Kampete (Fardc) ; Gabriel Amisi Kumba (Fardc) ; Ferdinand Ilunga Luyoyo (PNC) ; Célestin Kanyama (PNC) ; John Numbi (PNC) ; Delphin Kaimbi (DEMIAP) ; Evariste Boshab (ancien ministre de l'Intérieur et de la sécurité) ; Alex Kande Mupompa (ancien gouverneur du Kasai central) ; Jean-Claude Kazembe Musonda (ancien gouverneur du Haut-Katanga) ; Lambert Mende (Ministre de la communication et des Médias) ; Eric Ruhorimbere (Fardc) ; Ramazani Shadary (ancien ministre de l'Intérieur et actuellement candidat du FCC à l'élection présidentielle) ; Kalev Mutond (ANR) sont concernés par ces sanctions.

Antonio Guterres : « L'Etat de droit est en recul dans le monde ». L'état de droit est en recul dans le monde, a déclaré dimanche 9 décembre, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, célébrée le 10 décembre de chaque année. En 70 ans, la déclaration universelle des droits de l'homme a rayonné comme un phare dans le monde, mis en lumière la dignité, l'égalité et le bien-être et suscité de l'espoir dans les lieux les plus sombres, a reconnu Antonio Guterres. Les droits proclamés dans la Déclaration, poursuit Antonio Guterres, sont universels, éternels et s'appliquent à tous sans distinction de races, des croyances ni des lieux géographiques. Pour le secrétaire général de l'ONU, ces droits sont indivisibles et on ne peut choisir l'un au détriment de l'autre parmi les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Le constat du Secrétaire général est amer sur ce sujet. D'après lui, les droits de l'homme sont assaillis de toutes parts, les valeurs universelles se délient et l'état de droit est en recul. D'où son appel pour qu'aujourd'hui, plus que jamais, tous s'unissent pour défendre les droits de l'homme, pour chacun, partout dans le monde.

Mbandaka : le personnel soignant appelé au respect des mesures d'hygiène après l'épidémie d'Ebola. Le personnel soignant de l'Equateur est appelé à observer les mesures de protection en cette phase post-épidémie d'Ebola. Au moins deux infirmiers ont trouvé la mort dans le territoire de Bikoro, pendant l'épidémie d'Ebola en mai et juin dernier. L'un d'eux avait contaminé, en un temps record, 17 autres personnes dont les cas ont été testés positifs, selon le ministre provincial de la santé/Equateur. Cette contamination est à mettre au compte de la négligence des mesures d'hygiène et de protection par le personnel soignant, a indiqué la même source. De son côté, outre l'hygiène, le président de l'Asinasso, Henri Nyafe, a évoqué quelques défis auxquels les infirmiers de Mbandaka font face et a promis de plaider pour l'amélioration des conditions de vie des infirmiers de la province.

La Monusco distribue des vivres aux prisonniers de Kananga. La Monusco a organisé samedi 8 décembre une matinée de solidarité en faveur des détenus de la prison centrale de Kananga (Kasaï-Central). Cette matinée constitue l'une de plusieurs activités liées à la célébration de la journée mondiale des droits de l'homme. La mission onusienne a remis des vivres et des biens autres qu'alimentaires à la prison centrale de Kananga. Ce don est constitué entre autres, de sacs de riz, du sel, de 25 litres de l'huile végétale ainsi que d'un lot important de médicaments. Elle a également offert une assistance médicale aux détenus souffrant de diverses maladies. A l'occasion, le coordonnateur du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH), Moussa Ouaba, a recommandé aux gestionnaires de cette maison carcérale la promotion des droits de détenus, pour que ceux-ci « puissent se sentir comme des êtres humains comme tous les autres ».

Campagne électorale : les messages des candidats sont démagogiques, selon le professeur Ngoma-Binda. La plupart de messages avancés par les candidats aux différentes élections sont démagogiques, et ne visent qu'à obtenir le vote des électeurs, affirme le professeur Ngoma-Binda. Il estime que seuls ceux qui donnent des promesses réalisables dans les cinq prochaines années sont crédibles. Il a invité la population congolaise à un sens élevé de discernement avant de choisir les candidats à voter. La campagne électorale entre dans sa troisième semaine lundi 10 décembre sur toute l'étendue de la RDC. A Kinshasa, les lieux publics sont inondés des panneaux, banderoles et affiches de toutes les dimensions et de toutes les qualités. Chaque candidat ou chaque candidate y va avec son message pour convaincre les électeurs de sa circonscription. Ils sont de tous de tous âges et de toutes catégories socio-professionnelles à s'être engagés dans la course à la députation nationale et à la députation provinciale. En partant des jeunes aux personnes âgées, hommes et femmes, pasteurs, enseignants, commerçants, les personnes de toutes les catégories socio-professionnelles se sont lancées dans la campagne électorale. Tous tentent leur chance, chacun avec ses arguments qu'on peut lire sur leurs affiches. Tout pour convaincre les futurs électeurs de sa circonscription.

Mbandaka : implantation de la fédération des femmes pour la paix mondiale. La fédération des femmes pour la paix mondiale a été implantée officiellement samedi 8 décembre à Mbandaka (Equateur). A cette occasion, des centaines de femmes venues de tous les horizons ont été aussi sensibilisées sur le rôle de la femme dans la gestion des maladies

infectieuses. La cérémonie a été organisée en guise de prévention après l'épidémie d'Ebola, qui avait mis en danger la paix dans la ville. La propreté des mains contribue à la santé. Elle fait aussi partie des facteurs de la paix de par tous les services que ce membre rend au corps et à l'humanité entière, a indiqué la ministre provinciale du Genre, Famille et Enfant, Odile Bofua. Auparavant, la présidente provinciale de cette fédération, Maguy Manyala, a rappelé que son ASBL visait l'émergence des femmes et l'éclosion de leur potentiel. L'ASBL va mener toute activité qui apporte la paix, qui permet à la femme de s'épanouir, a-t-elle précisé, promettant d'étendre l'installation de la fédération dans les sept territoires de la province.

Kananga : retour au calme aux alentours de l'aéroport après accrochage entre forces de l'ordre et présumés miliciens. Les activités ont repris aux alentours de l'aéroport de Kananga lundi 10 décembre, après un accrochage entre les forces de l'ordre et des présumés miliciens. La route qui relie l'aéroport au centre-ville est rouverte au trafic.

Katumbi dénonce l'interdiction des aéronefs destinés à la campagne de Fayulu. L'opposant Moïse Katumbi a accusé dimanche 9 décembre les autorités de la RDC d'interdire l'atterrissement des aéronefs affrétés pour la campagne électorale de Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka à la présidentielle 2018. Il les invite au respect de la constitution, qui prône la libre circulation de tous les candidats congolais à travers la République. Moïse Katumbi Chapwe parle de deux avions et un hélicoptère dont l'interdiction de survol en RDC cause un énorme manque à gagner à la coalition Lamuka. « Bloquer les avions nous [fait] perdre chaque jour plus de 65000 dollars. Les avions sont payés, les contrats ont été signés. Si vous faites des calculs, 65 000 par jour, c'est beaucoup d'argent ! », a-t-il déploré. Il a par ailleurs appelé la population katangaise à aller accueillir le candidat Fayulu ce mardi à Lubumbashi. « Et il va sillonna tout le Katanga, la terre de nos ancêtres. Nous nous sommes des gens très disciplinés, nous demandons surtout la paix », a poursuivi M. Katumbi.

Nord-Kivu : des hommes armés tuent 4 personnes sur la route Nyabiondo-Kashebere. Quatre personnes, dont trois présumés bandits armés, ont été tuées samedi soir dans le village Kibati vers les limites entre les territoires de Masisi et de Walikale (Nord-Kivu), ont indiqué lundi 10 décembre des sources civiles et policières à Nyabiondo. Cet incident constitue une autre conséquence d'un banditisme qui devient de plus en plus accru sur différents axes routiers reliant Nyabiondo et ses environs, dont le groupement Luberike à Walikale. Selon des sources de la société civile à Nyabiondo, depuis que le conflit armé oppose le chef rebelle Janvier Kalahiri de l'APCLS et son dissident Mapenzi, chef de la nouvelle milice Ndimendime, la zone reste instable et de nombreux jeunes du milieu ont maintenant tendance à développer des mécanismes d'autodéfense.

Nord-Kivu : une nouvelle compagnie opérationnelle des casques bleus de la Monusco à Semuliki. Le Commandant de la Force de la Monusco, Elias Rodrigues Martins Filho a supervisé la mise en place de la nouvelle base opérationnelle à Semuliki, dans la province du Nord-Kivu, le 7 décembre 2018. Cette nouvelle compagnie opérationnelle projettera des opérations robustes, des patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaire pour renforcer la confiance entre la Force de la Monusco et la population civile, en vue de promouvoir la protection des civils.

Dr Mukwege: « Seule la lutte contre l'impunité peut briser la spirale des violences sexuelles ». Le Dr Denis Mukwege a affirmé ce lundi 10 décembre à Oslo lors de la remise officielle du prix Nobel de la paix que la lutte contre l'impunité est le seul moyen pour mettre fin aux violences sexuelles. « Ce qui s'est passé à Kavumu et qui continue aujourd'hui dans nombreux villages en RDC notamment les viols et les massacres à Beni et au Kasai a été rendu possible par l'absence d'un Etat des droits, l'effondrement des valeurs traditionnelles et le règne de l'impunité, en particulier pour les personnes au pouvoir. Les viols, les massacres, les tortures, l'insécurité diffuse, le manque d'éducation créent une spirale des violences sans précédent. Seule la lutte contre l'impunité peut briser la spirale des violences sexuelles. Et nous avons tous le pouvoir de changer le cours de l'histoire lorsque les convictions pour lesquelles nous nous battons sont justes », a affirmé le Dr Denis Mukwege. Il a dédié son prix à « toutes les victimes des violences sexuelles à travers le monde ». « C'est avec humilité que je me présente à vous, portant haut la voix des victimes des violences sexuelles dans les conflits et les espoirs de mes compatriotes », a assuré le gynécologue congolais. **Tracer une ligne rouge.** Le docteur Mukwege a aussi demandé aux Etats de lutter contre l'utilisation des violences sexuelles comme armes de guerre. « Nous devons tous nous approprier ce combat, cette lutte contre les violences sexuelles, y compris les Etats qui doivent cesser d'accueillir les dirigeants qui ont toléré ou pire utilisé la violence sexuelle pour accéder au pouvoir. Les Etats doivent tracer une ligne rouge contre l'utilisation des viols comme arme de guerre, une ligne rouge qui serait synonyme des sanctions économiques, politiques et des poursuites judiciaires. Poser un acte juste n'est pas difficile, c'est une question de volonté politique », a fait remarquer Denis Mukwege. Il a appelé les Etats « à soutenir l'initiative de la création d'un Fonds mondial de réparation pour les victimes des violences sexuelles dans les conflits armés ».

Le congolais Prix Nobel de la paix 2018 a appelé la planète à cesser d'ignorer les violences sexuelles qui ont lieu en République démocratique du Congo. « Ce ne sont pas seulement les auteurs des violences qui sont responsables de leurs crimes, mais aussi ceux qui choisissent de détourner le regard. S'il faut faire la guerre, c'est la guerre contre l'indifférence qui ronge nos sociétés », a déclaré le Dr Mukwege. Le prix Nobel de la paix a été attribué le 5 octobre 2018 au médecin congolais Denis Mukwege et à la Yazidie Nadia Murad, ex-esclave du groupe Etat islamique, qui oeuvrent à "mettre fin à l'emploi des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre".

Election en RDC: lancement de la mission d'observation de la SADC et de l'Union africaine. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et l'Union africaine ont lancé ce lundi 10 décembre à Kinshasa la mission d'observation électorale pour les élections du 23 décembre. En ce qui concerne la SADC, la mission est constituée de 94 membres dont 73 observateurs de terrain venus de 8 pays d'Afrique. Cette mission sera déployée dans 16 provinces sur 26 que compte la RDC. Chapeautée par la Zambie avec le concours de l'Angola et le Zimbabwe qui forment la troïka, cette mission va assurer l'observation des élections du 23 décembre prochain et entend publier son rapport le 25 décembre. Le chef de la mission d'observation électorale de la SADC a pour sa part précisé que leur mission évaluera le déroulement des élections à la lumière des principes et directives de la SADC comme la pleine participation citoyenne, la liberté de réunion et l'égalité des chances, d'accès aux médias publics. **Plus de 100 observateurs de l'Union africaine.** Pour assurer une couverture totale de toutes les provinces de la RDC, les observateurs de la SADC vont travailler en collaboration avec ceux de l'Union Africaine, de la CEEAC ainsi que ceux de la CIRGL. L'ambassadeur Abdou Abarry, représentant de l'Union africaine en RDC a affirmé que l'Union Africaine va aussi assurer l'observation des élections du 23 décembre prochain avec plus de 100 observateurs. Il estime que ces élections doivent fédérer le peuple congolais.

Election 2018 : la ministre des Droits humains condamne la haine et l'intolérance pendant la campagne. La ministre des Droits humains appelle les acteurs politiques congolais à la retenue et la tolérance pour un aboutissement heureux du processus électoral. Lors de la célébration des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme ce lundi 10 décembre à Kinshasa, Mme Marie-Ange Mushobekwa a condamné tous les actes provocateurs de haine et d'intolérance enregistrés ces derniers temps pendant la campagne sur le territoire national. Elle a condamné tout discours haineux, tribaliste et xénophobe qu'on entend depuis quelques jours. Elle a évoqué le manque de tolérance observé dernièrement vis-à-vis d'un candidat à Kindu, contre un autre candidat à Tshikapa et contre un autre encore à Bunia.

Mardi 11 décembre.

Elections en RDC : l'insécurité complique la campagne électorale dans le territoire de Beni. Certains candidats aux élections du 23 décembre éprouvent d'énormes difficultés pour atteindre leurs fiefs électoraux dans le territoire de Beni, à la troisième semaine de la campagne électorale, à cause de l'insécurité caractérisée par l'activisme des groupes armés. L'un d'entre eux Me Omar Kavota déclare, qu'à part le défi sécuritaire, plusieurs personnes ne savent pas utiliser la machine à voter, à quelques jours de la tenue des élections. « Jusqu'en ce moment, il y a des villages qui sont en proie à l'activisme des Maï-Maï et ADF. Que ce soit en secteur de Beni-Mbau, en chefferie de Watalinga où l'accès est tellement difficile et même en chefferie de Bashu où on compte plusieurs miliciens Maï-Maï nous sommes confrontés effectivement à ce défi d'ordre sécuritaire. Mais il y a aussi d'autres défis : on doit utiliser la machine à voter mais partout, en tout cas plus de 80 % de la population du territoire de Beni, jusqu'en ce moment, n'a pas encore pris connaissance de la machine à voter et cette population voudrait prendre connaissance de cette machine avant les élections », note Me Omar Kavota.

Haut-Katanga : huit morts dans un accident de circulation sur l'axe Likasi-Lwambo. Le mauvais dépassement serait à l'origine de ce drame. Seuls trois passagers sont sortis indemnes. L'accident a eu lieu à hauteur du village Madumbwila entre la localité de Lwambo et la ville de Likasi. Jubeck Mukabe relate que le chauffeur du grand camion a fait un mauvais dépassement et son véhicule est allé percuter un bus allant dans le sens contraire avant de faire tonneau.

Les sanctions de l'UE sont humiliantes pour la population congolaise (Dieudonné Mwenze). La reconduction pour une année des sanctions de l'Union Européenne contre quatorze personnalités congolaises dont Emmanuel Ramazani Shadary a été qualifiée lundi 10 décembre de « décision humiliante pour la population congolaise » par indiqué Dieudonné Mwenze, communicateur du Front commun pour le Congo qui soutient le candidat Emmanuel Ramazani Shadary à la présidentielle du 23 décembre. Ramazani Shadary figure parmi les personnalités sanctionnées.

L'ONG ADEDEFO sensibilise la population de Kananga contre les violences sexuelles. L'Association pour la défense des droits des enfants, femmes et opprimés sensibilise la population, depuis quelques jours, contre les violences sexuelles, à Kananga. Cette campagne vise de nombreuses personnes dont plus de 2 millions d'élèves à travers la ville, a précisé lundi 10 décembre à Radio Okapi, le représentant provincial de cette structure, Alidor Tubelangane.

Martin Fayulu doit être accueilli dans la paix à Lubumbashi (Gabriel Kyungu). Le coordonnateur de la coalition Lamuka dans le grand Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza est allé lundi 10 décembre informer le chef de bureau de la Monusco/Lubumbashi de l'arrivée ce mardi à Lubumbashi de Martin Fayulu, candidat de cette coalition à la présidentielle 2018. Il a par la même occasion lancé un appel aux membres de cette coalition à accueillir leur candidat dans la paix.

Buta : Ramazani Shadary promet de financer la construction de nouvelles provinces. Emmanuel Ramazani Shadary est arrivé lundi 10 décembre soir à Buta, chef-lieu de la province du Bas-Uele. Lors de son meeting de campagne au stade Muzigatebe, il s'est engagé à mettre l'accent sur la construction des provinces nouvellement créées en RDC. Il a promis de mobiliser les ressources financières nécessaires à cet effet. Un autre point abordé au cours de cette adresse est l'éducation. Selon lui, l'éducation sera également l'une de ses priorités s'il est élu. Emmanuel Ramazani devrait rencontrer les

regroupements ou partis politiques, les notabilités locales, la société civile ainsi que les étudiants des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire. Immédiatement après, le candidat du FCC devrait prendre son vol pour Isiro.

L'UDPS se réjouit de la prolongation des sanctions de l'UE contre les personnalités congolaises. Lors d'une conférence de presse organisée lundi 10 décembre à Kinshasa, son secrétaire général, Jean-Marc Kabund, souhaite même leur extension à d'autres autorités congolaises qui seraient auteurs des exactions contre la population civile. « Suite à cette position clairement exprimée, l'UDPS formule des propositions suivantes que tous les présumés auteurs intellectuels nationaux et étrangers du meurtre de madame Zaïda Catalan et de Michael Sharp, soient clairement identifiés et déférés devant la vraie justice », a déclaré M. Kabund. L'UDPS dit aussi soutenir et appuyer les efforts des pays originaires des deux experts onusiens Zaïda Catalan et Michael Sharp tués dans le Kasai pour faire éclater la vérité sur leur assassinat. D'où ce souhait de l'UDPS pour l'établissement d'un tribunal pénal international pour la RDC. Ce parti d'opposition a aussi souhaité que la communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique restent fermes devant les intimidations du régime congolais.

Beni : 10 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Oicha. Dix personnes ont été tuées la nuit de lundi 10 décembre dans une nouvelle attaque des rebelles ADF au quartier Mabasele, commune rurale d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni dans le Nord-Kivu, selon Noella Muliwavyo la présidente de la société civile de Beni. « Ce qui nous inquiète fort est que peut être à Oicha il n'y aura pas élections parce que ce qui s'observe, c'est que même le bureau de la CENI en territoire de Beni a déménagé vers la ville de Beni », a dit Noella Muliwavyo, présidente de la société civile de Beni.

Ecroulement du pont Kasindi reliant la RDC à l'Ouganda. La circulation est coupée depuis lundi 10 décembre entre la RDC et l'Ouganda au niveau du pont Kaisindi-Lubiriha au Nord-Kivu. Selon l'administrateur du territoire de Beni, ce pont a partiellement cédé après que les pneus d'un camion transportant des marchandises se sont retrouvés coincés dans cet ouvrage.

Donat Kibwana estime que s'il s'avère que ce pont est irréparable, tout le territoire de Beni, les villes de Beni et Butembo, voire tout l'Est du Kivu risque d'être ainsi pénalisé. En effet, la frontière de Kasindi-Lubiriha, qui unit cette partie de la RDC à l'Océan Indien, joue un grand rôle dans l'économie locale. C'est par cette route que traversent toutes les marchandises en provenance de l'Afrique de l'Est pour la région de Beni-Butembo et même de Kisangani.

Campagne électorale : les militants de Lamuka dispersés par la police à Lubumbashi. La police nationale congolaise a dispersé mardi 11 décembre à Lubumbashi les militants de la coalition Lamuka partis accueillir Martin Fayulu, candidat de cette plate-forme à l'élection présidentielle. Des incidents ont émaillé l'arrivée de la délégation du candidat dans le chef-lieu du Haut Katanga. Selon les témoins, l'itinéraire du cortège de Martin Fayulu a été détourné vers le quartier Hewa Bora pendant que les membres de la coalition Lamuka l'attendaient sur le Boulevard M'siri. Au même moment, de nombreux autres militants de cette coalition s'étaient rassemblés au centre-ville de Lubumbashi à la grande place de la Poste. La police les a tous dispersés, avec des camions antièmeutes et des gaz lacrymogènes. Les gens courraient dans tous les sens et les commerces alentours ont dû fermer. Les partisans de M. Fayulu qui se trouvaient sur le lieu du meeting à la Cité des jeunes ont été dispersés par la police et le podium placé pour la circonference a été démonté. Selon d'autres sources, beaucoup de véhicules des particuliers ont été incendiés par des manifestants en colère. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, Eve Bazaiba de la coalition Lamuka affirmait en présence d'Adolphe Muzito, de la même coalition, et de lui-même Martin Fayulu que ce dernier a aussi été victime de tirs de gaz lacrymogène.

Kasaï Central : les policiers appelés à demeurer apolitiques. Le commissaire provincial de la police nationale congolaise au Kasaï Central le général Fidel Caumba : « Nous sommes policiers, sous le drapeau, nous sommes apolitiques, nous ne sommes pas des politiciens. Même si vous êtes commis à la sécurisation des politiciens mais vous n'êtes pas politiciens. Vous êtes là pour sécuriser la personne et ses biens, même si c'est votre frère vous ne pouvez pas faire la politique. Donc nous sommes apolitiques. Si on vous surprend, on vous arrête puisque c'est interdit à la police de faire la politique. Nous ne pouvons pas accepter des policiers qui se comportent de cette façon. La loi nous l'interdit formellement ». Il a invité ses hommes à veiller à la sécurité des candidats, des matériels électoraux ainsi que des sites de la Commission électorale nationale indépendante.

Ebola à Beni: l'Unicef met en œuvre la prise en charge psycho sociale des enfants infectés et affectés par l'épidémie. Les enfants représentent plus d'un tiers des cas d'Ebola dans l'Est de la RDC, révèle un communiqué de l'Unicef publié ce mardi 11 décembre à Kinshasa. « Et J'ai vu dans les centres de traitement de l'Ebola des choses très innovatrices qui sont mises en œuvre, ou au lieu d'isoler les patients y compris les petits bébés loin du regard de tous, loin de leurs familles, avec ce sentiment d'être peut-être abandonnés, il y a maintenant des structures qui sont mises en place, transparentes qui permettent le contact visuel qui rassurent les familles, qui rassurent les petits enfants », a indiqué Mme Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l'Unicef. « D'autre part, nous sommes très sensibles, nous UNICEF, à l'aspect psychosocial de la chose. Un cas d'Ebola n'est pas un cas, c'est un être humain. Il faut lui apporter aussi le soutien psycho social et émotionnel dont il a besoin. Donc nous sommes en train de mobiliser des mamans qui ont, elles-mêmes eu la maladie et qui sont guéries, on les appelle les berceuses, ces dames ne peuvent plus être affectées parce qu'elles ont été déjà affectées dans le

passé et nous mobilisons ces mamans pour être aux côtés des enfants infectés et leur donner l'affection, l'amour, la proximité qui est tellement importante pour qu'un enfant, surtout quand il est malade, tienne le coup et puisse rebondir ». L'Unicef et ses partenaires ont identifié plus de 400 enfants orphelins et non accompagnés à cause du virus Ebola.

Mercredi 12 décembre.

Le HCR lance deux plans pour couvrir les besoins des réfugiés en RDC et dans la région. Le premier plan est une réponse nationale pour la période 2019-2020. Il concerne les réfugiés vivant en RDC. Cet outil de coordination entre plusieurs acteurs humanitaires et de développement vise à couvrir les besoins des quatre principales populations de réfugiés burundais, centrafricains, rwandais et sud-soudanais, estimées à plus d'un demi-million sur le territoire national. Il faudra mobiliser 175 millions de dollars pour réaliser les objectifs de ce plan, estime le HCR. Le deuxième plan est un plan de réponse régional couvrant la même période 2019-2020. Il concerne les réfugiés congolais vivant dans des pays d'asile d'Afrique. Ce plan régional nécessite la mobilisation de 743 millions de dollars pour répondre aux besoins les plus urgents. Le HCR précise que ces deux stratégies de réponse aideront également les populations locales, renforçant ainsi la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil. La RDC accueille plus de 531 000 réfugiés dont la plupart ont fui les violences dans les pays limitrophes. Tandis qu'un peu plus de 781 000 réfugiés congolais vivent dans les pays principaux d'asile en Afrique.

Incidents de Lubumbashi : Emmanuel Ramazani condamne les violences et les intolérances (Me Kilolo). « Emmanuel Ramazani Shadary a appris les incidents qui ont eu lieu à Lubumbashi. Il est solidement attaché aux principes de l'Etat de droit, de la démocratie. Il condamne toute forme de violences, d'exclusions et d'intolérances. Que tout le candidat ait la liberté de battre campagne », a déclaré Me Aimé Kilolo. Cependant, Me Aimé Kilolo a fait savoir qu'Emmanuel Ramazani s'insurge aussi contre toute forme d'instrumentalisation, de victimisation ou toute tentative de délégitimer le processus « par un scénario qui ne correspondrait pas à la réalité ». Pendant ce temps, Emmanuel Ramazani Shadary était à Isiro, dans le Haut-Uele. Selon son porte-parole : « Emmanuel Ramazani Shadary est arrivé à Isiro. Il a été accueilli par une marée humaine importante. Il se présente comme le candidat des pauvres. Il a pour cheval de bataille, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie de la population. Il a aussi parlé à la jeunesse, à qui il promet d'offrir un avenir radieux », a fait savoir Me Aimé Kilolo.

Felix Tshisekedi à Kisangani : « Si nous remportons ces élections, nous allons nous unir pour construire ce pays ». Le candidat de la coalition Camp du changement (CACH) s'adressait mardi 11 décembre aux militants venus l'écouter à la place de la poste à Kisangani, chef-lieu de la Tshopo. « Je veux dire à nos frères de l'opposition d'avec qui nous nous sommes séparés sur l'affaire de Genève, que ce n'est pas nous qui avons détruit ce pays. Mettons ensemble notre intelligence pour sauver le peuple congolais. Fayulu n'es pas mon ennemi. Nous n'avons pas de problèmes entre nous. Nous haïr nous amènera à tuer ce pays. Si nous remportons ces élections, nous allons nous unir pour construire ce pays », a exhorté Félix Tshisekedi. Il a invité tous ses partisans à aller voter massivement le 23 décembre sans « avoir peur de la machine à voter » honnie par une partie de l'opposition. Son directeur de campagne, Vital Kamerhe, a présenté aux militants le projet de société du président Felix Tshisekedi, axé notamment la réforme de l'armée, de la police et de l'éducation ainsi que l'amélioration du bien-être du citoyen congolais sur presque tout le plan.

Didier Reynders : « Il faudra avoir un débat pour quels types d'objets culturels il peut y avoir une restitution physique». Didier Reynders, le vice-premier ministre belge chargé des Affaires étrangères, a évoqué samedi 8 décembre dernier une «nouvelle relation entre le continent européen et le continent africain», à l'occasion de la réouverture du musée de Tervuren à Bruxelles. Concernant les objets d'arts pris en Afrique, l'homme d'Etat belge a parlé d'un certain nombre des formules possibles en vue de leur restitution. « Ça va de la restitution physique : il faudra avoir un débat lorsque les demandes seront formulées de la part d'un certain nombre de partenaires africains, voir dans quelles conditions, et pour quels types d'objets il peut y avoir une restitution physique », a notamment déclaré Didier Reynders. Le vice-premier ministre belge a également fait allusion aux échanges qui peuvent exister entre les deux continents, surtout la collaboration entre le musée de Tervuren et les musées africains. « Il y a d'autres musées qui vont s'ouvrir en Afrique », a-t-il ajouté.

Campagne électorale : bilan controversé après des incidents de Lubumbashi. Des sources médicales indiquent que trois personnes sont décédées, mercredi 12 décembre, après l'intervention chirurgicale pour extraire les balles de leurs corps, reçues la veille, lors des échauffourées qui ont émaillé l'arrivée de Martin Fayulu à Lubumbashi (Haut-Katanga). Ce bilan porte à quatre le nombre de personnes décédées lors de ces incidents. Mardi 11 décembre, un homme est mort à la hauteur de l'arrêt Appolo dans la commune de Kenya lors des échauffourées entre les manifestants et les forces de l'ordre. Plusieurs blessés et plusieurs biens endommagés ont également été recensés, ajoutent d'autres sources locales. Martin Fayulu a quitté la ville de Lubumbashi mercredi matin, à destination de la province du Tanganyika. D'après le porte-parole de la police dans le Haut Katanga, le capitaine Charles Bin Lwamba, il n'y a pas eu de morts mais plusieurs policiers blessés ainsi que d'énormes dégâts matériels. « Il n'y a pas eu mort d'hommes. Vous pouvez aller vérifier dans toutes les morgues. Néanmoins, il y a eu 11 policiers blessés dont 5 grièvement et deux civils blessés n'ont pas par balles mais chacun a couru dans sa direction ils sont tombés et peut être qu'on les a piétinés », a indiqué le capitaine Charles Bin Lwamba. Selon lui, la

police a rétabli l'ordre lorsque les militants de Lamuka ont vandalisé plusieurs biens et troublé l'ordre public lors de l'accueil de Martin Fayulu.

Nord-Kivu : des hommes armés pillent un centre de santé à Kibirizi. Le centre de santé de la Communauté baptiste au centre de l'Afrique, (CBCA) de Kibirizi dans la chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru a été systématiquement pillé par des hommes armés. Des rebelles rwandais (FDLR) sont mis en cause, ont indiqué des sources locales. Visiblement, ces assaillants sont venus uniquement pour se ravitailler en médicaments. L'armée, dont le campement est situé à quelque 2 km de Kibirizi, est intervenue, mais en retard. Plusieurs groupes armés opèrent autour de Kibirizi, notamment les FDLR/Foca, FDLR/Rudi ainsi que les Maï-Maï Mazembe.

Elections 2018 : la Symocel demande à la Ceni de permettre aux témoins d'observer la compilation des résultats. La Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Symocel) encourage la Ceni de permettre aux observateurs et aux témoins d'observer la compilation des résultats au niveau des centres de compilation, pour plus de transparence du processus électoral. « Nous recommandons à la Ceni de prendre dès à présent des mesures pour permettre la publication des résultats provisoires bureau par bureau. Cela contribuerait à assurer vraiment la transparence mais aussi à apaiser l'opinion sur la vérité des urnes », a déclaré mardi 11 décembre Bishop Djamba, coordonnateur et chef de la Symocel.

Sud-Kivu : Modeste Bahati paye les factures de 300 ménages au quartier Buholo 2. Modeste Bahati Lukwebo, candidat aux législatives 2018 pour la ville de Bukavu, a payé, mardi 11 décembre, les factures d'électricité pour une durée de trois mois pour trois cents ménages du quartier Buholo 2, où il a passé son enfance. Sur place, il a aussi remis une enveloppe au comité de développement de ce quartier pour réhabiliter la route qui part du camp Gillet jusqu'au quartier Buholo 2. Modeste Bahati a aussi promis d'éclairer la route une fois réhabilitée avec les panneaux solaires, et de contribuer à l'adduction d'eau potable dans le quartier Kalengera. Il a aussi remis deux bus à Bukavu Dawa et l'OC Muungano, deux équipes du Sud-Kivu. Ces engins ont été respectivement réceptionnés par Pacifique Mukumbu, vice-président de Muungano et Didi Mudogo, président de Bukavu Dawa.

Incidents à la campagne de Fayulu : Kyungu indexe la police et l'armée. « On nous a arrosé des gaz lacrymogènes, on nous a brutalisé, on est allé sur le lieu du meeting, on a vandalisé tous les matériels », a déploré le coordonnateur de la coalition Lamuka dans le Grand Katanga, Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, après les échauffourées qui ont émaillé mardi 11 décembre l'arrivée à Lubumbashi de Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka à l'élection présidentielle. « Nous ne comprenons pas pour quelle raison. Seuls, eux-mêmes qui ont fait ça ne peuvent pas mentir pour dire qu'il s'agit d'un parti adverse. Non, il s'agit du gouvernement qui nous a envoyé la police et l'armée pour faire ce que l'on vient de subir », a-t-il dénoncé. Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de Libération du Congo (MLC), qui soutient également la candidature de Martin Fayulu dans le cadre de la coalition Lamuka a aussi condamné ces incidents de Lubumbashi.

Elections 2018 : une ONG de Kindu invite les candidats à la non-violence. « Nous sommes en train d'observer le non-respect des droits des libertés publiques et le droit de manifestation pendant cette période électorale. Depuis que cette campagne a été lancée officiellement, plus précisément à Mbuji-Mayi, à Beni et ici à Kindu, quelques affrontements des jeunes de la majorité et de l'opposition [ont été enregistrés] », a témoigné Fabrice Mpiganayi, coordonnateur provincial de la Ligue des jeunes pour la défense des droits de l'homme, appelant les responsables politiques à éduquer leurs bases.

Mme Leila Zerrougui préoccupée par les incidents graves qui entravent le bon déroulement de la campagne électorale. Mme Leila Zerrougui, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC est préoccupée par la succession d'incidents graves qui entravent le bon déroulement de la campagne électorale en RDC. Elle dénonce le fait que certains candidats de l'opposition rencontrent de nombreux obstacles pour tenir des réunions publiques dans certaines villes du pays, comme cela a été constaté ces derniers jours à Kindu et à Lubumbashi et, aujourd'hui, à Kalemie. Mme Zerrougui note également avec inquiétude l'interférence de certains groupes armés dans la campagne, qui à travers diverses exactions, empêchent la tenue d'activités politiques dans plusieurs régions. C'est devant une foule plutôt acquise au candidat du regroupement politique Lamuka que Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe se sont exprimés, avec d'énormes difficultés. Leurs discours parfois interrompus par des jets de pierres ou des slogans en faveur du candidat Martin Fayulu n'ont pas été du tout suivis par une population réclamant plutôt la sécurité. Mais ces annonces de Félix Tshisekedi ne lui ont pas permis de gagner la sympathie de la foule.

Elections 2018 : Martin Fayulu empêché de battre campagne à Kalémie. Le candidat Martin Fayulu a déploré ce mercredi 12 décembre le fait de n'avoir pas eu accès facile à la ville de Kalémie pour battre campagne. Il a déploré aussi «des personnes tuées et des blessés parmi ses partisans». « J'ai vu une dame tomber devant moi et on m'apprend qu'il y a 2 autres morts, au total 3, plusieurs blessés », a dit Martin Fayulu. Martin Fayulu accuse le vice-gouverneur de province d'avoir donné des ordres aux forces de l'ordre pour l'empêcher d'accéder dans la ville : « on voit le vice-gouverneur en train de donner des ordres, on voit les policiers incapables d'arrêter ces jeunes gens », précise Fayulu.

Ituri : le candidat Ramazani promet de faire bénéficier les dividendes des minerais de la province aux habitants. «Nous promettons de mettre fin à l'insécurité, faire bénéficier à la population les dividendes des minerais de la province, construire les routes, les écoles et l'Université de Bunia grâce à l'argent à récupérer dans les poches des voleurs que la prison attend », a promis Emmanuel Shadary. Le candidat président de la République du Front commun pour le Congo est arrivé à Bunia ce même mercredi après-midi. Il est le troisième candidat Président de la République à battre campagne à Bunia après Martin Fayulu et Félix Tshisekedi Tshilombo.

Jeudi 13 décembre.

Du matériel électoral consumé dans un incendie à Kinshasa. Un incendie survenu jeudi 13 décembre aux petites heures du matin dans l'un des entrepôts centraux de la Commission électorale nationale indépendante a détruit du matériel électoral destiné à la ville de Kinshasa. La Ceni indique que les enquêtes sont en cours pour déterminer l'origine de l'incendie et l'ampleur des dégâts provoqués. « Les dégâts [sont] énormes. Dieu merci, le gros du matériel destiné aux 25 provinces n'était plus à Kinshasa. Donc, [ces équipements] sont déjà dans les territoires », a déclaré Jean-Pierre Kalamba porte-parole de la Ceni. Cet incendie survient à dix jours de l'organisation des scrutins combinés présidentiel, législatifs national et provincial.

Kinshasa : exposition-photos des soldats congolais ayant combattu lors de la 1ere guerre mondiale. Une exposition photographique sur les soldats non-européens ayant combattu en Europe pendant la première guerre mondiale se tient depuis mardi 11 décembre à l'Ambassade belge à Kinshasa. Plus de 30 soldats congolais, qui s'étaient battus sur le front de l'Yser en Belgique entre 1914 et 1918, méritent d'être honorés, a estimé le chargé d'affaires à l'intérieur à l'Ambassade. L'exposition marque la fin de la commémoration du centenaire de la première guerre mondiale. « C'était important pour nous d'avoir une association de Congolais, puisque s'il y a eu des Congolais qui se sont battus dans l'est du Congo – et on se souviendra de batailles qui ont lieu à Tabora notamment, il y a également des Congolais – un peu plus de trente - qui se sont battus sur le front de l'Yser entre 1914 et 1918. Et il nous paraissait important de leur rendre hommage. » Plusieurs anciens combattants congolais ont participé à la cérémonie d'ouverture de cette exposition, qui est ouverte au public jusqu'au 20 décembre.

Kalemie : « Aucun bilan faisant état de mort d'hommes » (Lambert Mende). « Le gouvernement de la République n'a reçu aucun bilan faisant état de mort d'hommes ce jour à Kalemie », a affirmé mercredi 12 décembre Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais. Il réagissait à la déclaration du candidat Martin Fayulu qui a affirmé que trois personnes ont été tuées par balles lors des échauffourées qui ont opposé ses partisans aux policiers. Pour Lambert Mende Omalanga, «la coalition Lamuka se met sur orbite et veut amener tout le monde en bateau. Ils s'en prennent à tout le monde, même à leurs amis de l'opposition comme s'ils veulent créer un chaos dans le pays ». Au cours d'une conférence de presse le même mercredi dans la soirée à Kinshasa, le directeur de campagne de Martin Fayulu, Pierre Lumbi a avancé le bilan provisoire de 3 morts et des blessés. Après des accrochages entre ses militants et les forces de l'ordre mercredi matin, Martin Fayulu a pu tenir son rassemblement de campagne dans la ville de Kalemie, province du Tanganyika.

Lubumbashi : la Sonas dénonce l'incendie de son agence de Kampemba. Le directeur de Région Sud/Est de la Société nationale d'assurances a condamné mercredi 12 décembre les actes de vandalisme perpétrés la veille à l'agence Sonas de Kampemba au quartier Ndjandja à Lubumbashi par des inconnus, lors des échauffourées entre la police et les manifestants à l'arrivée de Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka à l'élection présidentielle du 23 décembre. « Ils sont venus avec des pneus, ils ont mis à l'intérieur, le bâtiment a pris feu. Ils sont allés chercher des bidons d'essence plusieurs fois - comme il y a une station d'essence non loin de là - et ils revenaient avec l'essence pour jeter l'essence à l'intérieur. Nous avons tout perdu. L'agence Kampemba n'existe plus ! » Selon lui, les dégâts matériels sont considérables. « Les assurances c'est un service et ce service a des supports. Il y a des supports en papier, supports en CD, flash disk... tout cela a brûlé et les machines, on n'a plus rien, bon ! »

Incendie à la Ceni : Félix Tshisekedi redoute qu'on incrimine « l'opposition ». Félix Tshisekedi condamne l'incendie survenu jeudi 13 décembre matin dans un des entrepôts de la Commission électorale nationale indépendante. Il redoute que le pouvoir attribue la responsabilité de cet incendie à certains opposants. « Le pouvoir n'a jamais voulu organiser de bonnes élections, n'a jamais d'ailleurs voulu ces élections. Comment se fait-il que l'endroit qui doit être l'un des plus protégés de la République en ce moment peut brûler aussi facilement ? », s'interroge l'opposant. Félix Tshisekedi a par ailleurs demandé aux autres opposants congolais de faire attention à leurs propos. « C'est justement à cause de ce genre de propos malencontreux qu'ils ont tenus, demandant à la population d'aller casser les machines à voter le jour du vote ou de falsifier les bulletins, que le pouvoir trouve des prétextes pour semer la zizanie et la confusion dans les esprits », a estimé le candidat Tshisekedi. Il dit redouter qu'« après enquête, on attribue cet incendie à des éléments de l'opposition. »

8 000 machines à voter brûlées dans l'incendie d'un entrepôt de la Ceni. Huit mille machines à voter et de nombreux autres équipements électoraux sont partis en fumée dans l'incendie qui s'est déclaré jeudi 13 décembre 2018 à 2 heures du matin dans l'un des entrepôts principaux de la Commission électorale nationale indépendante à Kinshasa. La Ceni affirme

que le feu a consumé le matériel électoral de dix-neuf sur vingt-quatre communes, à neuf jours de l'organisation des scrutins combinés présidentiel, législatif national et provincial.

« Si KCC suspend ses activités, cela aurait un impact négatif pour la province du Lualaba » (Gouverneur Richard Muyej). Le gouverneur de la province du Lualaba, Richard Muyej, appelle la population de Kolwezi à éviter les vols des minerais de l'entreprise minière Kamoto Copper Company (KCC). Un communiqué de la compagnie KCC rendu public mardi 11 décembre attribue ces vols à des creuseurs artisiaux. KCC a menacé de suspendre ses activités à Kolwezi suite à la suite des vols répétés de ses minerais perpétrés par des creuseurs artisiaux, dans le même communiqué.

Kasaï : 42550 enfants arrivés d'Angola ciblés par une campagne de vaccination préventive contre la rougeole. L'ONG médecins sans frontières (MSF) a ciblé plus de 42 550 enfants arrivés d'Angola pour une campagne de vaccination préventive contre la rougeole, indique un communiqué de cette ONG publiée ce jeudi 13 décembre. Un mois après avoir mis en place des cliniques mobiles dans la zone de santé de Kamonia (province du Kasaï), Médecins sans frontières étend son soutien aux ressortissants congolais arrivés d'Angola et à la population locale à travers une campagne de vaccination préventive contre la rougeole visant les enfants de 6 à 59 mois. Du 30 octobre au 11 décembre 2018, MSF a également assuré des cliniques mobiles offrant des soins de santé primaires aux Congolais rentrés d'Angola et aux autochtones dans la Zone de Santé de Kamonia. Les équipes de MSF continuent à surveiller attentivement la situation sanitaire et humanitaire dans les Zones de santé frontalières avec l'Angola, et particulièrement dans les provinces du Kasaï, de Kwango et Lualaba. MSF est présente dans la région du Kasaï (provinces du Kasaï et Kasaï Central) depuis mai 2017, pour apporter des soins d'urgence gratuits aux populations touchées par la crise, notamment les victimes de violence.

Kalemie: le FCC accuse les sympathisants de Fayulu d'avoir attaqué ses membres. « Hier 12 décembre 2018 vers 10 heure-11heure, les membres du PPRD qui accompagnaient le coordonnateur en province du FCC, Richard Ngoie Kitangala, qui se rendait à Kongolo, ont été victimes des jets de pierres et des insultes de la part des partisans de Lamuka conduits par Fayulu et sa suite qui avançaient vers le cortège du FCC », note M. Akilimali, le communicateur du Front commun pour le Congo au Tanganyika. Il fait remarquer aussi qu'une femme est morte après avoir été tamponnée par un véhicule d'un candidat à la députation nationale. Mercredi 12 décembre, Martin Fayulu avait accusé le vice-gouverneur de province d'avoir donné des ordres aux forces de l'ordre pour l'empêcher d'accéder dans la ville.

Mbuji-Mayi : un militant de l'UDPS tué avant l'arrivée du candidat de Félix Tshisekedi. Un jeune, âgé d'au moins 20 ans a été fauché par une balle ce mercredi 13 décembre à Mbuji-Mayi. Il faisait partie de la foule de sympathisants et militants de l'UDPS qui se rendaient à l'aéroport pour accueillir Félix Tshisekedi et sa délégation qui devra se rendre dans cette ville pour sa campagne. Le vice-président fédéral de l'UDPS met en cause un des militaires déployés dans différentes artères de la ville. De son côté, Alphonse Ngoyi Kasanji, gouverneur de la province du Kasaï Oriental confirme ce décès. Dans un point de presse tenu après cet incident, le gouverneur a invité les militants de l'UDPS à accueillir Félix Tshilombo dans la paix et sans casse. Alphonse Ngoyi Kasanji précise que le dispositif policier n'avait pas pour but d'empêcher les militants de l'UDPS de se rendre à l'aéroport.

Incendie dans l'entrepôt de la Ceni : le FCC déplore les pertes que l'antenne de la Ceni a subies. Le Front commun pour le Congo (FCC) déplore les pertes que l'antenne de la Ceni à Kinshasa et encourage celle-ci à poursuivre sans désemparer le processus déjà entamé, indique un communiqué de cette structure publié ce jeudi 13 décembre. Le front commun pour le Congo se dit aussi choqué par l'incendie qu'il qualifie de criminel, lequel a ravagé l'entrepôt de la Ceni ville de Kinshasa.

Vendredi 14 décembre.

Le CNSA condamne les dérapages observés dans la campagne électorale. Selon Joseph Olengankoy, président du CNSA, ce qui se passe sur le terrain de la campagne électorale est inquiétant. « La situation sur terrain devient de plus en plus inquiétante. Quand les uns sont interdits de se déployer, d'autres sont accueillis avec des jets de pierres. Ça ce n'est plus la démocratie. Tout regroupement qui va s'illustrer par des scènes de violences pendant cette période doit être sanctionné », préconise Joseph Olengankoy. Il appelle le ministre de l'Intérieur à sécuriser le reste du processus électoral.

Afrique centrale : l'ONU octroie 10 millions de dollars de son fonds d'urgence pour la riposte à Ebola. L'ONU a octroyé, jeudi 13 décembre, 10 millions de dollars de son fonds d'urgence pour la riposte contre Ebola dans la région de l'Afrique centrale. Cette somme annoncée par le CERF s'ajoute aux 4,5 millions de dollars déjà alloués par le fonds aux agences onusiennes présentes en RDC depuis le début des épidémies qui ont éclaté dans les provinces de l'Équateur en mai 2018 et au Nord-Kivu en août 2018. « Les organismes d'intervention, dirigés par l'OMS, font un travail remarquable pour contenir l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC, mais il est important de soutenir les pays voisins aussi », a expliqué M. Lowcock, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, dans un communiqué. Pour le chef de l'humanitaire de l'ONU, une action précoce financée par le CERF est une priorité compte tenu de l'impact majeur du virus en cas de propagation dans les pays voisins de la République démocratique du Congo

(RDC). Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, s'est félicité de cette annonce de financement. « Ces fonds arrivent à point nommé, car nous accélérerons les activités de préparation dans les pays voisins » a déclaré le chef de l'agence onusienne pour la santé.

Masisi : les groupes armés autour de Nyabiondo arrêtent, imposent des taxes et pillent. Le weekend dernier, chef par intérim du secteur Osso a déploré les pillages du cheptel de bovin et des exactions qu'il attribue à la coalition NDC/Rénové et Ndimendime de Mapenzi. Les différents rapports recueillis par une équipe conjointe protection de la MONUSCO révèlent que cette situation serait la conséquence du conflit qui oppose les deux factions dissidentes de l'APCLS dans la zone. En territoire de Masisi, les autorités publiques et leaders communautaires locaux dénoncent la dégradation de la situation sécuritaire autour de l'agglomération de Nyabiondo, depuis début décembre. La coalition NDC/Rénové et les Ndimendime de Mapenzi traque, depuis quelques semaines, les anciens collaborateurs ou déserteurs de l'APCLS de Janvier Kalahiri. Ce dernier groupe a été chassé par les Ndimendime de Mapenzi du secteur Osso-Banyungu après plusieurs affrontements entre janvier et août 2018. Mais partout où ils passent les plaintes des populations se multiplient. « Ils sont en train d'arrêter les jeunes garçons qu'ils accusent d'être déserteurs APCLS. Dans tous les villages où ils passent ils exigent la taxe parallèle qu'ils disent de sécurité, ce qui est difficile pour les déplacés », a affirmé un témoin.

Fizi : 13 000 déplacés vivent dans des conditions humanitaires inquiétantes (Ocha). Treize mille déplacés de guerre vivent dans des conditions humanitaires inquiétantes dans la zone de santé de Nundu, en territoire de Fizi au Sud-Kivu, selon la note d'informations du Bureau de coordination des Affaires humanitaires (OCHA). Ces personnes ont fui les affrontements entre l'armée régulière et les groupes armés depuis le 4 décembre dernier dans les moyens plateaux de Fizi, à Mboko et Lusenda. 85% de ces personnes, bien qu'étant retournées chez elles, vivent toujours dans une situation humanitaire inquiétante et nécessite un appui dans leur village où la sécurité reste volatile après ces hostilités.

Sud-Kivu : le déploiement de matériel électoral se poursuit normalement, affirme Norbert Basengezi. Le vice-président de la Commission Electorale Nationale Indépendante, Norbert Basengezi, a affirmé jeudi 13 décembre que le déploiement du matériel électoral se poursuivait normalement au Sud-Kivu même dans les coins réputés d'accès difficile. Par ailleurs, Norbert Basengezi souligne que la formation des agents électoraux qui vont utiliser ce matériel se poursuit.

Procès Kamuina Nsapu : de lourdes peines à l'encontre des 36 prévenus. Le tribunal militaire garnison de Kinshasa-Gombe a condamné à l'emprisonnement tous les trente-six prévenus du procès Kamuina Nsapu, branche de Kinshasa. Dans son verdict rendu jeudi 13 décembre, le tribunal les reconnaît coupables de plusieurs infractions dont l'assassinat, le meurtre, le terrorisme et l'association des malfaiteurs. Douze personnes ont écopé de la peine de mort. La majorité a écopé de la perpétuité et d'autres encore 20 ans de prison. Un seul détenu a été condamné à un an avec circonstances atténuantes.

Elections 2018 : campagne interdite sur la voie publique à Kananga. La campagne électorale est interdite sur les principales artères de la ville de Kananga, rapporte le maire de la ville, Mwamba Kantu Ka Njila, qui cite une décision du conseil de sécurité du Kasai-Central prise mercredi 12 décembre. Evoquant des raisons de « respect de l'ordre public », M. Mwamba explique que les espaces ouverts, les stades et les sièges des partis politiques sont des endroits indiqués pour des manifestations politiques, au lieu de bloquer les voies de passage des engins roulant et des piétons.

Ebola : Déjà plus de 300 décès au Nord Kivu et en Ituri. Trois cent-trois personnes atteintes du virus d'Ebola sont mortes depuis le 1er août date d'apparition de l'épidémie, selon le bulletin d'information quotidien de ministère de la santé publié jeudi 13 décembre. Selon la même source, le cumul des cas est de 515, dont 467 confirmés, 48 probables et 179 personnes guéries au cours de la même période. Dans son bulletin, le ministère fait en outre état de 10 nouveaux cas confirmés, dont 4 à Kyondo, 2 à Mabalako, 2 à Komanda, 1 à Kalunguta et 1 à Beni.

Beni : Le commandant de Sokola 1 appelle militaires et policiers à une vigilance totale le 23 décembre. Le commandant du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord appelle tous les militaires et policiers des villes de Beni et Butembo ainsi ceux des territoires de Beni et Lubero à une vigilance totale le 23 décembre, jour de la tenue des élections en République démocratique du Congo. Le général a souligné que « l'ennemi », allusion faite aux ADF, était toujours là et agirait sous la direction d'un certain Moussa Baluku, de nationalité ougandaise, qui a remplacé Jamil Mukulu actuellement en détention.

L'ONU exige une enquête sur les violences perpétrées lors de la campagne électorale. La Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mme Bachelet, a exprimé vendredi 14 décembre sa grande inquiétude face aux violences perpétrées cette semaine lors des meetings de campagne électorale en RDC. Elle a appelé les autorités congolaises à diligenter une enquête sur ces incidents. Selon le communiqué de la Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « le 11 décembre, au moins trois hommes ont été tués et plusieurs autres blessés après que la police aurait tiré à balles réelles et utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau contre un rassemblement de l'opposition à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga. Le convoi du candidat à la présidence Martin Fayulu aurait également été attaqué par la police ». Le document revient également sur la journée du 12 décembre. « Une jeune femme a été tuée et au moins neuf

autres personnes ont été blessées, dont deux par balles » à Kalemie (Tanganyika) et le meeting de Martin Fayulu interrompu. Jeudi à Mbuji Mayi, dans la province du Kasai-Oriental, « le gouverneur de la province a déployé des soldats et des policiers sur plusieurs routes pour empêcher la population de saluer un autre candidat à la présidence, Felix Tshisekedi. Un garçon de 16 ans aurait été tué par un soldat des Forces armées de la République démocratique du Congo ». Par ailleurs, selon la même source, des menaces ont été proférées contre des partisans de plusieurs partis politiques, notamment ceux appartenant à la majorité présidentielle, en particulier au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Des partisans de l'opposition auraient également perturbé les réunions de campagne organisées par les candidats de la majorité présidentielle dans les provinces du Kwilu et du Kasai. Un certain nombre d'incidents visant des partisans de l'opposition ont aussi été enregistrés dans la province de Maniema.

Elections 2018 : l'Eglise catholique appelle les fidèles du Maniema à voter « en âme et conscience ». L'Eglise catholique au Maniema ne soutient aucun candidat aux élections du 23 décembre, a affirmé l'évêque de Kindu, Monseigneur Willy Ngumbi Ngengele, vendredi 14 décembre au cours d'une conférence de presse tenue à Kindu. « Nous avons d'abord affirmé que les évêques n'ont pas un candidat à proposer au peuple. Nous laissons les chrétiens libres en âme et conscience de faire leur choix», a-t-il poursuivi. En donnant ces précisions, l'évêque a voulu fixer l'opinion sur les élections du 23 décembre : « les élections ne sont pas une fin en soi. C'est pour une alternance démocratique, pour apporter un changement ». Il a aussi plaidé pour la liberté des manifestations pendant cette période de campagne.

Lambert Mende dénonce des actes hostiles dans le déroulement de la campagne électorale. La campagne électorale, lancée le 22 novembre dernier, est marquée par « une agitation assez préoccupante ; car, fondée un regain de tension ponctuée de débordements et d'incidents plus ou moins graves », a fait remarquer Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement. Cette agitation, selon lui, « participe d'un plan prévisible ; car, notoirement concocté par des individus ou groupes d'individus, qui n'ont jamais fait mystère de leur volonté radicale de saboter ce processus électoral.» Avant la fin des enquêtes lancées au sujet de l'incendie dans la nuit du 12 au 13 décembre d'un entrepôt de la Ceni à Kinshasa, Lambert Mende estime qu'elle «procédait de la même logique criminelle. » Néanmoins, le Gouvernement dit avoir pris des dispositions pour éléver le niveau de sécurité. La campagne électorale doit se clôturer officiellement le 21 décembre, soit 48 heures avant la date des scrutins.

Bas-Uele: des infirmiers de Poko en grève. Plus de 300 infirmiers soit 70% du personnel soignant des zones de santé de Poko et de Viadana dans le territoire de Poko (Bas-Uele) ne prennent plus depuis jeudi 13 décembre. Ils réclament leur prime de risque de six mois non encore versée. Le médecin chef de la division provinciale santé les appelle au calme, indiquant que les pourparlers sont en cours avec l'inspection générale de la santé pour résoudre ce problème. Ce mécontentement est marqué par la cessation de travail, au lendemain de l'arrivée du listing de paie de décembre. Leurs noms ne sont pas repris dans ce document de paie. Pour la zone de santé de Poko, seuls 86 agents figurent sur cette liste et pour celle de Viadana, 94. Le secrétaire exécutif du syndicat des infirmiers de cette entité, Pascal Imbuka, estime que cette situation est inadmissible.

Samedi 15 décembre.

58 000 déplacés en difficultés à Beni. Le nombre des déplacés internes présenté par le porte-parole de la synergie des organisations impliquées dans la protection des civils est de 58 155 personnes, qui vivent difficilement dans des familles d'accueil, dans une grande promiscuité. Pendant ce temps, en plus de l'insécurité, la région est menacée par l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Le responsable urbain de la protection civile, Jean-Paul Kapitula, indique que c'est depuis plus de quatre ans que la zone connaît un afflux important des déplacés sans que personne ne s'intéresse à leur sort. Même les besoins élémentaires ne leur sont pas assurés a-t-il indiqué. « Nous sommes en train d'alerter qu'il y a des besoins d'abris, il y a des besoins de la sécurité alimentaire. Ils n'ont pas des vivres. Il y a des besoins de santé, des besoins d'eau », a témoigné Jean-Paul Kapitula. Il a cependant salué la présence du consortium Unicef, qui appuie NRC et Concern, déjà positionnés sur place. Un autre consortium a été visité, celui de Christian Aid, Boad avec Asvi et les autres.

Dans l'Est de la RDC, 1,5 million de personnes ont vu leurs foyers détruits ou endommagés (HCR). L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a exprimé sa vive préoccupation concernant le grand nombre de personnes laissées sans abri après les combats qui ont touché l'Est de la RDC. Selon, le HCR, environ 1,5 million de personnes ont vu leurs foyers détruits ou endommagés par les combats entre l'armée congolaise et les rebelles dans l'est du pays entre mai et novembre. « En raison de la poursuite des violences, les organisations humanitaires n'ont pas accès à plusieurs régions, pour fournir une aide même la plus élémentaire aux personnes dans le besoin », a déclaré le porte-parole du HCR, Charlie Yaxley au cours d'un point de presse vendredi 14 décembre à Genève. Dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, environ 88.000 habitations ont été détruites ou endommagées par la violence. Beaucoup d'habitants n'ont pas eu d'autre choix que de fuir. En quête d'abris, ces derniers comptent sur des familles d'accueil pour les héberger. Près de Beni, zone touchée par Ebola, plus de 1.300 cas de violations des droits de l'homme. L'absence d'habitations et d'abris pour ces populations déplacées met à rude épreuve des ressources déjà limitées. Certaines personnes sont contraintes à fournir des services sexuels ou à recourir au travail des enfants. « Dans des installations spontanées, les résidents vivent dans le

dénouement et dans des conditions effroyables. Les femmes et les jeunes filles sont exposées à un risque aigu de violence sexuelle », a fait remarquer le porte-parole du HCR.

A Kisangani, le candidat Ramazani promet de lutter contre l'impunité et de relancer les entreprises en faillite. Le candidat du FCC promet de garantir l'émergence du Congo en luttant notamment contre l'impunité et en menant une lutte contre ceux qui détournent l'argent de l'Etat. Il promet aussi, une fois élu, de lancer les travaux de construction des infrastructures routières, la construction du pont sur le fleuve Congo ainsi que la relance des activités de plusieurs entreprises actuellement en faillite ou en difficulté de fonctionnement, notamment la sucrerie de Lotokila et la Sotexki. Avant de prendre la parole, Emmanuel Ramazani a été introduit par la première dame, Olive Lembe.

Campagne électorale: Félix Tshisekedi promet de restaurer la sécurité dans la région du Kasaï. Au cours de ce meeting de campagne tenu à la place Mukenge Shabantu, Felix Tshisekedi a recommandé à la population de faire preuve de vigilance dans les bureaux de vote le jour des élections, "afin de barrer la route à la fraude". Felix Tshisekedi a également promis de rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire et de supprimer la prime des parents payés aux enseignants. Après son élection, le candidat du CACH se propose de faire de la création d'emplois l'une de ses priorités, en vue de réduire le taux de chômage, en restaurant ainsi la politique salariale de l'Etat. Dans son programme, Felix Tshisekedi compte également lutter contre les violences basées sur le genre afin de restaurer la dignité des femmes congolaises.

Elections en RDC: Martin Fayulu promet de lutter contre la corruption et d'instaurer la bonne gouvernance. Il a fait cette annonce vendredi 14 décembre lors de son meeting à Mbandaka. Il a aussi promis la fourniture de l'eau et de l'électricité, la création d'emplois. Martin Fayulu qui est arrivé ce même vendredi à Mbandaka, a été accueilli par des militants des partis membres de son regroupement politique. On a pas enregistré aucun incident .

Tanganyika : La Monusco forme des policiers sur la gestion des manifestations publiques. La mission onusienne a organisé un atelier sur la gestion des grands événements. La RDC dispose d'un cadre légal relatif à la liberté des manifestations publiques au plan interne. Le pays a également les instruments juridiques internationaux en cette matière. Toutefois, a fait remarquer le délégué du gouvernement provincial, la liberté de manifestation publique est confrontée à beaucoup de difficultés. Il a remercié la mission onusienne pour son implication dans la recherche des solutions quant à la gestion des manifestations publiques.

Kasaï: la Monusco finance la réhabilitation de la prison de Kananga. Des travaux de réhabilitation des infrastructures de sécurité et d'électrification de cinq pavillons de la prison centrale de Kananga ont été lancés mercredi 12 décembre. Ces travaux concernent notamment la porte d'entrée de la prison qui sera réhabilitée. L'actuel poste de police sera également restauré avant d'être étendu avec deux salles de fouilles. Deux nouveaux miradors métalliques seront installés dans la prison. Des panneaux solaires seront également installés pour alimenter en énergie le bâtiment administratif et quatre pavillons de détenus. La prison centrale de Kananga est très délabrée. Construite dans les années 1950 pour accueillir environ 300 détenus, elle compte actuellement 910 pensionnaires dont plus des deux tiers sont des détenus préventifs.

Joseph Kabila préside une réunion interinstitutionnelle sur l'examen du processus électoral. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a présidé vendredi 14 décembre à Kinshasa une réunion interinstitutionnelle centrée sur l'examen du processus électoral, un jour après l'incendie d'un entrepôt de la Ceni dans la ville de Kinshasa. Le président de la Ceni, Corneille Nangaa ainsi que les chefs des autres institutions ont participé à cette réunion. Selon le ministre de l'Intérieur Henri Mova qui a fait le compte rendu, le président de la Ceni a démontré que 93% de la surface du pays est maintenant pourvu du matériel électoral indispensable à la tenue des élections le 23 décembre. Il a néanmoins relevé quelques difficultés résiduelles relatives à l'acheminement du matériel. La Ceni attend, selon le ministre de l'Intérieur, 400 tonnes d'imprimés. La Ceni prend des dispositions pour la tenue des élections à la date prévue selon son calendrier, sans difficultés logistiques majeures, a noté l'auteur du compte rendu.

Nord-Kivu: des candidats députés n'ont pas accès à certains villages contrôlés par des miliciens. À une semaine de la fin de campagne électorale, plusieurs candidats députés nationaux et provinciaux n'ont pas accès dans certains villages du territoire de Lubero, contrôlé par des miliciens notamment les NDC/Rénové et Mai-Mai Mazembe. Le Cercle international pour la défense des droits de l'homme, la paix et l'environnement l'a constaté samedi 15 décembre. Pour le coordonnateur de cette organisation de droits de l'homme, Dellyco Mbambu, au Sud de Lubero, le groupe armé NDC/Rénové de Guidon exigerait à chaque candidat député de débourser au préalable une somme de 20 USD, avant d'y accéder pour battre campagne.

Par ailleurs, certains centres de vote dont Muhemerwa, Kalevya, Kimaka, Kanune, Kataro et Kyambuli échappent au contrôle des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) ou des Forces armées de la RDC.